

هنا من الامم

Onze morts dans un incendie d'hôtel à Paris
LIBRE PAGE 14

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 3 \$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 12
5, rue des Écoles
75002 PARIS - CEDEX 09
C.O.P. 6201-22 Paris
Tél. Paris 69 80 82
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LA FUITE EN AVANT DE M. SMITH

La guerre non déclarée qui oppose depuis six mois la Rhodésie au Mozambique est entrée dans une nouvelle phase, le 8 août, avec l'attaque d'une base de guérilla située du côté mozambicain de cette frontière. Le brillant succès dont se targue Salisbury — plus de trois cents guérilleros tués en sus d'une trentaine de soldats du Frelimo et d'une dizaine de civils africains — laisse à supposer que le raid a été préparé de longue main et a bénéficié d'un appui aérien. Il a provoqué une première réaction. Unilatérale, venant du Mozambique, ont ainsi fait pénétrer la guerre dans ces hautes terres rhodésiennes qui sont le cœur de la Rhodésie blanche.

Salisbury a invoqué le « droit de suite » pour lancer une véritable opération militaire au Mozambique, dans l'une de ces zones où sont regroupés quelque quatre mille combattants du mouvement de libération du Zimbabwe. « En l'absence de toute influence modératrice du monde extérieur, la Rhodésie n'avait d'autre choix que de frapper les foyers du terrorisme organisés à ses frontières, et ce dans l'intérêt de sa propre sauvegarde », explique un communiqué qui dénonce la participation « notoire » de l'armée mozambicaine aux opérations de la guérilla africaine en Rhodésie. Face à une guérilla qui n'a cessé de marquer des points depuis le printemps, M. Ian Smith, chef d'attaquer pour mieux se défendre.

La leçon est claire. M. Kissinger a beau multiplier les appels au pied aux envoyés de Rhodésie en leur présentant de garanties leurs intérêts, la possibilité d'une négociation n'a jamais été si faible. M. Nkomo, l'ancien interlocuteur africain de M. Smith, est, en effet, sur la touche. Les autres dirigeants noirs de Rhodésie ne veulent plus entendre parler d'un quelconque « dialogue » avec Salisbury. L'appui offert par le président Machel, du Mozambique, à la guérilla du Zimbabwe est louté par l'Organisation de l'unité africaine. Moscou et Pékin se disputent les faveurs de Maputo. A Pretoria, on s'interroge, de plus en plus, de voir une confrontation armée se développer si vite à quelques dizaines de kilomètres de la frontière sud-africaine.

M. Smith a estimé qu'en prenant l'offensive il relèverait le moral d'une population européenne qui songe de plus en plus à abandonner un « paradis » contesté. Il a peut-être aussi voulu faire sentir à son protecteur sud-africain qu'un conflit majeur était possible si Pretoria ne soutenait pas inconditionnellement. Mais il se peut également qu'une illusion d'optique, due à son isolement volontaire, lui ait fait sous-estimer les conséquences de son geste en Afrique australe.

En effet, rien n'indique que le Mozambique soit à genoux, comme on s'en persuade trop facilement à Salisbury. Bien au contraire, les raids aériens de la Rhodésie, qui ont repris mercredi après le bombardement d'Umtali, ne peuvent que conforter le président Machel et le Frelimo, assurés d'un soutien accru de leurs alliés. Même après le raid israélien sur Entebbe, tout n'est pas possible en Afrique noire, et l'on voit mal les forces rhodésiennes s'emparer de Maputo. L'aventure des Blancs de Rhodésie, lancée en 1965 avec la proclamation unilatérale de l'indépendance, risque, en revanche, de se terminer fort mal si la « leçon » donnée au Mozambique impose à l'État des colonies une guerre ouverte dont il n'a pas les moyens.

M. Kissinger demande à participer à une négociation sur l'accord franco-pakistanaï

M. Kissinger a quitté Deauville, mercredi 11 août, pour les Pays-Bas, où il s'entreprendra pendant quelques heures avec son collègue néerlandais, M. Van der Stoep, avant de regagner Washington. Son opposition à l'accord franco-pakistanaï pour la fourniture d'une usine de traitement de l'uranium a dominé son séjour en France, marqué par un entretien téléphonique avec M. Sauvagnargues, mardi matin, et une double démarche du chargé d'affaires américain en France au Chai d'Orsay.

Du côté français et pakistanaï, la volonté de respecter le contrat signé a été réaffirmée, mais le secrétaire d'État américain compte toujours intervenir, comme partie prenante dans cette affaire. Il a dit, mercredi, avant de quitter Deauville : « Nous trouverons une solution sur la base d'une discussion tenant compte des préoccupations de tous, après les vacances, lorsque tout le monde sera disponible et que les trois parties auront la possibilité d'échanger leurs opinions... La non-prolifération de l'arme nucléaire est de l'intérêt de l'humanité tout entière. »

La prolifération en bonne voie

par MICHEL TATU

L'incident créé par M. Kissinger à propos de la vente d'une usine nucléaire au Pakistan illustre le double phénomène que l'on peut observer depuis quelques années à propos de l'atome : celui-ci n'a pas bonne presse et son prestige va même décroissant, tant dans les masses populaires que parmi les gouvernements... ceux du moins qui l'ont déjà placé au service de leur puissance. En même temps, il envahit des secteurs de plus en plus nombreux de la vie nationale et internationale, civile et militaire : la prolifération est bel et bien à l'ordre du jour.

L'inquiétude populaire devant l'atome se traduit par les protestations de toutes sortes devant l'installation de centrales, les campagnes contre les surgit-racteurs, etc., qui ont déjà entraîné l'engagement nucléaire consenti à la crise du pétrole, en 1974. Ces campagnes ont eu aussi des retombées positives : « est-ce pour ainsi dire impossible politiquement de procéder à des expériences nucléaires dans l'atmosphère. La France s'est inclinée devant ce veto de fait en 1974. De même, la seule expérience chinoise enregistrée au cours de l'année 1975 a-t-elle été soustraite, tout comme la première — et jusqu'à présent unique — explosion indienne du printemps 1974.

A quoi sert le plutonium ?

Sur les plans politique et militaire, la situation est plus complexe. L'opposition la plus radicale à la prolifération des armes nucléaires se manifeste dans les pays déjà abondamment pourvus, à commencer par les États-Unis. En France, la possession d'une force de dissuasion fait l'objet d'un consensus croissant dans l'opinion.

Quant aux États du tiers-monde, ils se mobilisent moins contre la dissuasion nucléaire, proprement dite — certains éprouvent même une secrète fierté à voir tel ou tel d'entre eux accéder à un prestige atomique que contre l'égémonie des Grands.

Il n'en fallait pas plus pour créer un climat plutôt favorable à la prolifération des armes nucléaires. Dans la mesure où la dissuasion n'est pas une arme classique, on s'est, jamais aussi bien porté, on aurait même pu éviter de tomber dans l'hypocrisie. Mais c'est un fait qui, aujourd'hui, si un État aspire à posséder la bombe, il ne doit surtout pas étaler ses cartes, comme l'avaient fait, par

L'administration contre la loi

par CHARLES DEBBASCH (*)

La France est de tous les pays modernes celui qui pouvait se flatter d'avoir réussi à assurer la meilleure soumission de l'administration à la loi. N'avait-on pas vu naître dans le système français, de la juridiction administrative un des meilleurs articles d'exportation ? De plus en plus, pourtant, le principe traditionnel de légalité paraît remis en cause.

L'administration est devenue soit directement, soit par l'entremise du gouvernement, un auteur important de règles de droit. La volonté d'élaborer de façon très libre les règlements, grâce à l'article 37 de la Constitution, mais aussi multiplier les circulaires, les avis, les directives. Le droit aujourd'hui, c'est de moins en moins souvent la loi. Sans doute l'administration est soumise aussi bien au droit qu'elle forge qu'à celui élaboré par le Parlement. Mais lorsque l'administration est l'auteur des règles juridiques, elle garde le pouvoir de les changer, elle est comme un automobiliste modifiant le code de la route pour dépanner une infraction qu'il va commettre. Le pouvoir de l'administration est également très large au niveau de l'application des lois. Voilà, par exemple, un parlementaire relevant à la tribune du Sénat, M. Jacques Martin, que l'administration ayant échoué à faire adopter un amendement lors de la discussion législative reprend par simple circulaire, et donc en violation de la loi, son texte initial. Par l'usage de quelques recettes techniques, l'administration arrive à limiter les possibilités de contrôle qui peuvent s'exercer sur l'administration.

Ainsi les textes d'attachement de plus en plus souvent à l'administration un pouvoir discrétionnaire de ne pas appliquer les règles qu'elle a votées. Très fréquemment, il se garde d'ouvrir des droits aux administrés, il se contente d'affirmer que l'administration peut accorder ce qui est des lois une faveur.

Des textes de plus en plus nombreux prévoient également deux procédures. L'une de droit commun définissant strictement les prérogatives de l'administration. L'autre dérogatoire. Ainsi l'article IV de la loi du 18 avril 1955 dispose que l'usage

des autoroutes est en principe gratuit, mais que l'acte déclaratif d'utilité publique peut, dans des cas exceptionnels, décider que la construction et l'exploitation d'une autoroute seront concédées par l'État à une collectivité publique ou à une société d'économie mixte. Par décision du 30 juin 1967, le Conseil d'État a estimé : « En l'absence d'autres décisions, il appartient à l'auteur de l'acte déclaratif d'utilité publique d'apprécier, s'il y a lieu ou non, de faire usage de la faculté ouverte par la loi que l'opportunité de cette décision ne saurait être discutée devant le juge de l'excès de pouvoir. » Le pouvoir de dérogation, c'est la brèche ouverte dans une réglementation à l'usage de la rumeur. Une digue avec une brèche ne remplit pas son office, un contrat que l'une des parties est libre ou non de respecter n'est plus un contrat ; de même, on peut estimer qu'une réglementation qui prévoit en même temps pour les autorités administratives le pouvoir de déroger à ses dispositions n'a plus aucun sens.

La remise en cause des rapports traditionnels entre l'administration et la loi ne paraît pas découler simplement de manifestations de mauvaise humeur de l'administration. Elle est le résultat de l'action de causes techniques et de causes politiques et constitutionnelles.

Certaines causes techniques tiennent à la nature même du travail des Parlements modernes. Le Parlement vote de plus en plus souvent des lois d'orientation qui se contentent, comme leur nom l'indique, de prévoir un certain nombre de principes généraux dont il appartient au pouvoir réglementaire de prévoir les conditions d'application. Dans ces conditions, la responsabilité du pouvoir réglementaire est beaucoup plus lourde qu'elle ne l'était auparavant. L'administration doit élaborer des textes d'application qui exigent un long travail de préparation et de rédaction. En se contentant de pren-

(*) Président de l'université de droit d'économie et des sciences d'Aix-Marseille.

Le tiers-monde se rassemble à Colombo

Quatre-vingt-deux délégations représentent deux milliards d'hommes

La cinquième conférence « au sommet » des pays non alignés s'est ouverte à Colombo, ce mercredi 11 août, au niveau des ministres des affaires étrangères des quatre-vingt-deux pays participants qui représentent deux milliards d'hommes. Le bureau de coordination de la conférence s'est réuni une dernière fois mercredi matin pour transmettre aux ministres les projets de résolutions qu'ils soumettront pour approbation finale aux chefs d'État ou de gouvernement, qui se réuniront à partir du lundi 18 août.

Plusieurs questions politiques seront examinées, parmi lesquelles celles de l'Afrique australe, du Proche-Orient, de la Corée et de l'Océan Indien. L'examen des questions économiques viendra ensuite. Les ministres feront notamment le bilan du dialogue Nord-Sud et de la coopération économique dans le tiers-monde.

De notre envoyé spécial

Colombo. — La capitale de Sri Lanka (ex-Ceylan) a fait peu neuve, et les autorités ont pris des mesures de sécurité draconiennes pour accueillir la « cinquième conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés », qui s'ouvre ce mercredi 11 août au niveau des ministres des affaires étrangères, avant son inscription solennelle, lundi 18 août, par le premier ministre de l'île, Mme Sirimavo Bandaranaike. Chaussées refaites, coups de balai, fleurs, décorations lumineuses et surtout drapeaux des quatre-vingt-deux pays actuellement membres de la conférence, mais aussi mise en place d'une bureaucratie multiforme dont le sous-commissariat indien a le secret, tout indique que Colombo a mobilisé toutes ses énergies dans le but de donner le plus de lustre à cette réunion.

Les arrières-pensées ne sont sans doute pas non plus absentes : les élections générales pourraient avoir lieu avant la fin de l'année, ou au plus tard l'an prochain. Rumeurs et surtout drapeaux des quatre-vingt-deux pays actuellement membres de la conférence, mais aussi mise en place d'une bureaucratie multiforme dont le sous-commissariat indien a le secret, tout indique que Colombo a mobilisé toutes ses énergies dans le but de donner le plus de lustre à cette réunion.

Cela n'a pas empêché les dix-sept membres du comité de coordination au niveau des représentants de ces pays aux Nations unies de débattre pendant deux jours et demi du projet d'ordre du jour, et des deux déclarations, politique et économique, qui doivent être discutées par les ministres des affaires étrangères avant d'être adoptées par les chefs d'État ou de gouvernement.

PATRICIE DE BEER.
(Lire la suite page 3.)

La chute de Tell-El-Zaatar paraît inéluctable

Bien que l'assaut lancé le mardi 10 août, avec des moyens importants, contre Tell-El-Zaatar — soixante-cinq jours de siège — ait été repoussé, il apparaît de plus en plus que la position palestinienne, ultime enclave en secteur chrétien, ne pourra pas desserrer l'étau qui l'entoure et que sa chute est inéluctable. Depuis le 6 août, le C.I.C.R. ne peut plus évacuer les blessés du camp, dont le nombre ne cesse de croître.

De notre correspondant

Bejrout. — De l'espoir d'une solution on est passé à celui d'une trêve, puis d'une simple accalmie, et enfin d'une accalmie relative : l'ambition et le champ d'action des « faiseurs de paix » ne cessent de se rétrécir au Liban. Ils en sont, dans l'immédiat, à essayer de maîtriser sur pied un arrêt des combats de trois jours pour permettre la réparation des câbles de haute tension.

Une rencontre, lundi 9 août, entre une délégation palestinienne et le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, qui aurait pu ouvrir des perspectives plus larges, ne paraît pas avoir donné de résultat.

Pour le moment, le pays reprend donc quelque peu son souffle, sur fond de bataille au ralenti, sauf autour de Tell-El-Zaatar, où un violent assaut a été lancé mardi. Les forces chrétiennes accentuent leur pression militaire sur le camp palestinien, dernière « enclave » subsistant dans leur territoire. Depuis la suspension, vendredi, de l'occupation des blessés, les conservateurs de plus en plus décidés à obtenir la reddition des « sectes », les savent, malgré une résistance qui en est à sa huitième semaine, que ce résultat est inévitable, car ils disposent du temps et des moyens nécessaires.

Les points fragiles établis par l'accord syro-palestinien du 29 juillet sont en effet de nouveau rompus entre Damas et le camp palestinien progressiste. La droite chrétienne ne risque donc plus, ou très peu, d'être freinée dans son élan. La mission qu'entreprend actuellement auprès d'elle un ambassadeur de Damas, le colonel Méridat, a dû la confirmer dans ce sentiment. En effet, il transmettait des messages du président Assad au président français et à M. Giscard d'Estaing, confirmant que la politique syrienne au Liban demeure inchangée. Il demandait, en outre, le retour dans leurs foyers des habitants de Nabatieh, extra-enclave en secteur chrétien tombée la semaine dernière, mais n'a pas parlé de Tell-El-Zaatar.

LUCIEN GEORGE.
(Lire la suite page 3.)

MORT LUNDI A LA HAVANE

José Lezama Lima, Gongora des tropiques

José Lezama Lima, le gros homme au cigare, asthmatique et affable, vient de mourir à La Havane à soixante-cinq ans passés (ainsi que nous l'avions annoncé dans « le Monde » du 11 août, page 12). Avec lui disparaît un poète, un essayiste, un romancier d'une densité et d'une envergure exceptionnelles. Il était, pour la plupart des écrivains latino-américains, une sorte d'autre tuteur, avec sa figure pénétrée d'humour, sa profondeur choleuse, sa créativité inépuisable, qui ont introduit une dimension nouvelle dans la littérature sud-américaine.

Ce Valéry tropical, qui n'a pratiquement jamais (ou pour de très courts voyages) quitté son île, avait la même vocation « universaliste » que Jorge-Luis Borges, la même volonté d'imposer la culture à la nature, le savoir à l'événement, l'image au réel. Depuis Gongora, les lettres hispaniques n'avaient pas connu une pareille puissance métaphysique.

Cette parenté avec l'illustre poète cordouan a fait que, très longtemps, la poésie de José Lezama Lima a été qualifiée d'hermétique et n'a guère dépassé les limites d'un petit cercle d'initiés et d'amis havanais.

CLAUDE FELL.
(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Vive les vacances

On ne sait pas encore si les vacanciers dont on a décrié les plages polluées accorderont plus de crédit aux élus municipaux qui les rassurent ou aux docteurs à cochonneries qui les inquiètent.

Mais enfin, quand on apprend l'art de défrayer son avancée de la qualité de la vie à Sexes et quand on la compare aux paroles apaisantes des autorités officielles, on ne peut pas penser que la pollution relève de ce genre de coups durs qui n'arrivent qu'aux autres.

D'une façon générale, les pollueurs voient la vie en rose, notamment quand ce ne sent pas la rose.

BERNARD CHAPUIS.

AFRIQUE

Mozambique

La chute de Tell-El-Zaatar paraît inéluctable

(Suite de la première page.)

De notre envoyé spécial
RENÉ LEFORT

Le *Frelimo* n'admet pas ces réformes dans un cadre juridique et technique trop strict. Les leçons nouvelles afin d'en tirer les leçons et de montrer à la population qu'elle y trouve son intérêt. Mais les difficultés propres à toute innovation ne permettent pas, selon une certaine philosophie du développement, de réaliser plus d'une année le niveau de production de 1974. Une course de vitesse est lancée pour atteindre, à l'horizon 1980, le niveau de production de 1974 à faire partager ces objectifs et les sacrifices qu'ils impliquent et la dégradation de la situation de la population. On ne peut pas s'écarter de la ligne, on ne peut pas laisser le champ libre aux adversaires de ce projet. « Nous sommes en train de gagner la bataille », dit-il.

Les Arméniens dans la guerre civile

comitant un vieux militant du Frelimo en récusant cette « analyse technocratique ». « Mais, ajoutait-il, nous n'avons pas vocation à gérer le système capitaliste du

La conférence de Colombo

taille, les adversaires du Freimium sont ainsi expulsés des groupes dynamisateurs, étant entendu que, pour faire leur apprentissage politique, les masses doivent être encouragées à condamner les adversaires de la révolution, la production d'élites se poursuit. Un ingénieur écarné par la discipline, le jeune sanctionné. Le « groupe dynamisateur » peut remplacer la trique par des « groupes motivationnels ». Marx a prévu la production de 30 millions et une chute de productivité de 50 %, dans l'industrie et les plantations, le mot d'ordre est : « L'Offensive politique et organisationnelle généralisée sur la route de la production ». Portugal, les circuits de commercialisation et de distribution ont pratiquement disparu. L'État voudrait que les coopératives locales et de centrales régionales d'achat et de vente. L'industrie prospère artificiellement dans un espace économique où les biens de consommation destinés aux colons blancs de l'État, par le biais de la reprise des nationalisations des groupes bancaires, contrôle désormais plus de la moitié des entreprises. Cette situation a entraîné aussi la mise en œuvre d'une réorganisation complète de l'industrie, à assurer une gestion efficace et à lutter contre l'« importation ». L'agriculture n'en a pas moins été présentée comme la base du développement du pays.

Chaque village communal re-

Les tremblements de terre servent à tremper la volonté révolutionnaire des masses

De notre correspondant

Radio-Congo a annoncé le mardi 12, que l'Altona, ministre du plan, avait la veille, « confessé » avoir trahi dans le « complot » du 14 mai 1941, le ministre de l'Intérieur, Sekou Touré. L'accusé aurait été le complot, « ourdi par l'ancien secrétaire général de l'U.V.A., M. Diallo Teïl », également accusé d'être le « chef » de l'opini de la France, de l'Allemagne fédérale, du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire et des Etats-Unis sous forme d'« fronts de masse », M. Diallo Teïl, l'ancien ministre de l'Intérieur, a été révélé, de son côté, toujours selon Radio-Congo, que « seuls les membres du gouvernement et les membres du parti ont été impliqués ». Les « membres du parti » (du Guinée) seraient « systématiquement arrêtés et internés » et qu'« il n'est plus possible d'obtenir une telle coopération » (Reuter).

LE PRÉSIDENT RATSIRAKA NOMME PLUSIEURS MINISTRES A TITRE PROVISOIRE

Tananarive (A.F.P. Reuter). — A la suite du décès du 30 juillet, dans un accident d'hélicoptère, du colonel Jolif Rakotomamala, premier ministre, le président de la République malgache a mis fin aux fonctions des membres du gouvernement. Ils demeurent toutefois chargés d'expédier les affaires courantes. Les nominations qui ont été annoncées à cette occasion : le lieutenant-colonel Manjila Jeanja, membre du Conseil suprême de la révolution et ministre de l'Intérieur, Assesseur l'intérieur de la défense, que le colonel Rakotomamala cumulait avec les fonctions de premier ministre, et le lieutenant-colonel ministre des transports et du ravitaillement, assure désormais l'intérieur du développement rural, dont le ministre précédent était le colonel Jolif dans l'accident. Le lieutenant-colonel Jean Rakotobaro, qui était commandant des forces d'intervention a été nommé ministre de l'Intérieur et de l'état-major de la défense et de l'armée populaire, fonctions qu'exerçait le colonel Alphonse Rakotomamala, lui aussi tué dans l'accident.

Néanmoins qu'il prévienne la nomination prochaine d'un nouveau premier ministre, le président Didier Ratsiraka a tenu ces considérations dans la présidence la plus absolue. La Constitution ne prévoit pas le cas de vacance de la présidence, mais le chef de l'Etat n'est tenu par aucun décret pour prendre sa décision.

D'autre part, le pasteur Richard Andrianjato, secrétaire général du K.D.R.S.M. (Comité démocratique pour la révolution socialiste malgache), organisation de tendance pro-soviétique, s'est prononcé pour la poursuite de la lutte « Front national pour la défense de la révolution » au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 août à Tananarive.

EUROPE

Italie

LE DÉBAT D'INVESTITURE DU CABINET ANDREOTTI

« Nous ne sommes pas encore à un tournant décisif, nous en approchons »
déclare M. Berlinguer

Rome. — Pour la dernière journée du débat d'investiture du gouvernement Andreotti, ce mercredi 11 août, devant la Chambre des députés, le président du conseil doit répondre aux discours des secrétaires généraux des partis, après quoi, viendront les explications de vote. Le scrutin est attendu dans la soirée. Le gouvernement n'a pas attendu quelques heures. Ainsi, le premier conseil des ministres tenu le 10 août, à 8 h. 30 (une petite révolution ?) a-t-il approuvé plusieurs décrets, notamment sur le retour des capitaines émigrés clandestinement et les secours aux sinistrés de Seveso.

Dans la matinée du 10 août, les secrétaires généraux des partis socialistes, communistes et démocrates-chrétiens sont successivement intervenus devant une Chambre où le groupe démocrate-chrétien était claquonné et la droite pratiquement absente.

M. Bettino Craxi, dont c'était la première intervention en tant que secrétaire du parti socialiste, fut le seul, pratiquement, à évoquer la politique étrangère et les récentes déclarations du chancelier allemand. Mais il insista surtout sur l'évolution du parti socialiste dans le sens de l'autonomie. Il prononça quelques phrases assez nettes à l'égard des communistes : « Nous ne voulons pas leur ouvrir les portes du pouvoir ». Mais il refusa également toute hégémonie démocrate-chrétienne. Ce que recherche le P.S.I., c'est le dialogue avec les autres partis laïcs, des « convergences unitaires, même si les stratégies ne sont pas identiques » avec le P.C.I. et la D.C. Pour M. Craxi, le vote des socialistes, c'est-à-dire leur abstention, est « un acte déterminant qui va au-delà de la simple participation à la vie du gouvernement Andreotti. Refusant les expériences du passé, prônant de « nouvelles voies alternatives », le secrétaire général du P.S., comme tout le monde, exalte le rôle du Parlement.

« Nous ne sommes pas formellement dans l'opposition, mais nous ne sommes pas non plus formellement dans la majorité. Les positions concrètes sont autre chose », telle fut la conclusion qu'il avait fait précéder d'une énumération des aspects positifs du cabinet Andreotti. « Ce gou-

De notre envoyé spécial
vernement n'est pas un malheur, déclare M. Berlinguer, puisqu'il a empêché qu'on continue sur la route sinueuse par le passé pour constituer les cabinets. Aujourd'hui, il y a une nouvelle majorité, celle qui englobe le P.C.I. Nous ne sommes pas encore à un tournant décisif de la situation politique, mais nous nous en approchons. »

DÉLAI DE GRACE POUR LES EXPORTATEURS CLANDESTINS DE CAPITAUX

(De notre envoyé spécial.)

Rome. — Le gouvernement italien a pris des mesures pour faciliter le retour des capitaux clandestinement exportés. Les intéressés ont jusqu'au 29 novembre pour faire rentrer en Italie les sommes qui en sont sorties, sans avoir rien à déclarer ni à la magistrature ni au fisc. A partir de cette date, ils devront annoncer à l'office des changes, jusqu'au 19 février, mais en étant assurés de l'impunité, leur décision de rapatrier ces capitaux.

Un autre décret ministériel va assurer l'impunité aux importateurs qui, ayant transféré leurs capitaux à l'étranger, s'en servent pour faire rentrer en Italie des marchandises qui seront payées en dollars ou en autres devises. Il ne sera plus nécessaire de demander aux banques la contre-valeur en devises étrangères de la moitié de ces importations.

Cette mesure, qui donne une prime considérable à tous les spéculateurs, puisque le lire a baissé de 20 % depuis le mois de janvier, permet au moins au gouvernement italien d'espérer récupérer une partie des capitaux perdus. — J.M.

Autres aspects positifs pour M. Berlinguer : la façon dont M. Andreotti avait préparé son programme en consultant les différents milieux politiques et syndicaux, les échecs des pourparlers de la droite, la nécessité de certaines mesures d'urgence : le fait que les questions posées par

le chef du gouvernement sont bien celles que le pays exige, encore que les solutions soient souvent contradictoires. M. Berlinguer insiste également sur la fonction de contrôle du Parlement restaurée par le nouveau président du conseil.

Tout cela suffisait-il à expliquer que le P.C.I. se prononce pour un vote qui, même sous forme d'abstention, soutient le gouvernement ? Toute la première partie du discours de M. Berlinguer était, en réalité, destinée aux militants du parti communiste qui ne sont pas tous convaincus du bien-fondé de cette attitude. Le P.C.I. selon son secrétaire général, ne pouvait pas prendre la responsabilité de laisser le pays sans gouvernement, ni décevoir les espoirs des travailleurs.

Le secrétaire général de la démocratie chrétienne, M. Zaccagnini, s'est lui aussi adressé plus à son parti qu'au Parlement lui-même. Il a fait écho aux débats qui, la nuit précédente, avaient encore eu des répercussions au sein du groupe parlementaire. Il s'agissait, pour M. Zaccagnini, de prouver son intention de ne faire aucune concession au parti communiste. Tout en s'engageant sans réserve derrière M. Andreotti, le secrétaire général de la D.C. semble laisser une certaine marge entre la liberté d'action du parti et celle du président du conseil.

« Il n'y a pas de changement de route en vue d'un accord politique D.C.-P.C.I. », déclare-t-il. La « ligne stratégique » demeure inchangée.

Quelle est cette ligne ? De toute évidence, même si les résultats électoraux montrent dans les masses populaires italiennes une grande volonté de renouvellement, soit avec la démocratie chrétienne, soit avec le parti communiste, un rapprochement ou une coalition entre ces deux formations est impossible pour des raisons idéologiques. M. Zaccagnini, de la droite, refuse du compromis historique ; M. Zaccagnini exprime catégoriquement cette double réticence sur laquelle la démocratie chrétienne ne fait pas son unité. En revanche, pour le secrétaire général de la D.C., le secrétaire « exceptionnel et anormal » de l'opposition peut permettre d'établir « une coopération originale avec le Parlement et les partis ». Mais pour lui, comme pour M. Berlinguer, le cabinet Andreotti n'est qu'une étape destinée à « favoriser la réflexion de toutes les forces politiques et une définition plus précise de leur comportement ». Aux partis alliés, M. Zaccagnini a une ouverture, affirmant le respect de leur autonomie, et laissant percer finalement l'espoir que l'évolution conjuguée puisse être à une reconnaissance d'un centre gauche, sans que, à aucun moment, on ait pu discerner s'il envisageait ou non que ce centre-gauche soit soutenu par le parti communiste.

JACQUES NOBECOURT.

La crise irlandaise

L'ARRESTATION DE Mme DRUMM RELANCE LES MANIFESTATIONS Deux enfants tués à Belfast

Comme le craignaient les autorités, l'arrestation à Belfast, lundi 9 août, de Mme Marie Drumm, vice-présidente du Sinn Féin provisoire, la branche politique de l'I.R.A., a relancé les manifestations pour le rétablissement d'un statut politique des délégués « républicains ». (Le Monde du 11 août.) De nouvelles émeutes ont éclaté dans la capitale de l'Irlande. Deux enfants ont été tués mardi soir. Leur mère et un troisième enfant sont grièvement blessés.

Le groupe a été fustigé sur le trottoir par une voiture dont les occupants échangeaient des coups de feu avec une patrouille militaire. L'un des occupants de la voiture a également été tué. L'armée britannique multiplie ses patrouilles depuis le week-end, l'un des plus violents de ce conflit « chaud » que connaît la province. Les autorités craignent de nouvelles violences jeudi 12 août, pour la traditionnelle « marche des apprentis », à Londonderry, l'une des plus importantes manifestations protestataires de l'année. D'autre part, le 10 août, un des plus violents de ce conflit a été marqué : la nuit du 10 au 11 août, l'armée britannique du corps expéditionnaire en Irlande du Nord.

A Dublin, les députés interrompent leurs vacances le 31 août pour examiner les nouvelles mesures de répression du terrorisme annoncées par le gouvernement irlandais au lendemain de l'assassinat de l'ambassadeur de Grande-Bretagne, M. Ewart-Biggs, le 21 juillet dernier. — (A.F.P., Reuters.)

Portugal

Les partis de gauche protestent contre le retour de l'ex-général Spínola

Lisbonne (A.F.P., A.P., Reuters). — L'ex-général Antonio de Spínola, qui, après dix-sept mois d'exil, est rentré à Lisbonne le 10 août, était toujours détenu, le mercredi 11 août dans la maison, à la prison de Caxias, près de Lisbonne. Il y avait été conduit dès son arrivée pour y être interrogé par un juge d'instruction militaire. La situation de l'ancien chef de l'Etat, qui est sous le coup d'un mandat d'arrêt pour sa responsabilité dans la tentative de putsch manqué du 11 mars 1975, devrait être clarifiée dans les quarante-huit heures.

Le premier ministre, M. Mario Soares, a déclaré mardi soir à la télévision qu'il n'avait été informé du retour de l'ex-général Spínola que peu de temps avant l'attarage de l'avion qui le ramenait. Ses déclarations et celles du secrétaire d'Information, M. Manuel Alegre, indiquent que le gouvernement portugais ne juge pas très opportune la date choisie par M. Spínola pour revenir dans son pays, alors que le débat parlementaire sur le programme de gouvernement n'est pas terminé. Le premier ministre a cependant réaffirmé qu'il valait mieux que l'ex-général soit à Portugal qu'il ne soit à l'étranger, car il servirait de drapeau à des « organisations hostiles à la démocratie ». Durant son exil, l'ancien chef de l'Etat avait pris la tête

du Mouvement démocratique de libération du Portugal (M.D.L.P.), organisation clandestine para-militaire qui a été rendue responsable de plusieurs sabotages et attentats à la bombe.

M. Acacio Berrios, unique député de l'Union démocratique populaire (U.D.P., extrême gauche), a demandé à l'Assemblée parlementaire de prendre position, toute affaire cessante, sur le retour au Portugal de l'ex-général Spínola. M. Acacio Berrios a proposé, à cet effet, un amendement à l'ordre du jour de l'Assemblée, réunie pour le débat sur le programme de gouvernement socialiste. Sa requête a été rejetée, comme contraire au règlement intérieur de la Chambre, par M. Vasco de Gama, Fernandes, président de l'Assemblée.

La parti communiste estime pour sa part que « le retour de l'ex-général Spínola va donner de nouveaux encouragements et une nouvelle arrogance à ceux qui prétendent remettre en cause les conquêtes de la révolution et empêcher la poursuite et la consolidation du cours démocratique ». Le secrétaire d'Intersyndicale, proche du P.C., edge le jugement de l'ex-général Spínola, et a manifesté lundi sa « vive répugnance devant le retour au Portugal d'un criminel de ce type ».

En fait le général Spínola disposait de quelques atouts. L'un des plus sérieux était la flatteuse réputation dont il jouissait auprès de nombreux officiers, à commencer par la plupart de ceux qui avaient servi sous ses ordres en 1968-1973. Un « héros » n'aurait jamais à se transporter, spectaculairement, sur les lieux les plus exposés. « Un chef militaire né », pratiquant la méthode du contact permanent avec ses unités en opération. Les premiers des combattants, aux termes de la citation qui l'accompagnait la remise au général Spínola en mai 1973 de l'ordre de la Tour et de l'Épée, la plus haute décoration portugaise. En tout cas pas un « planqué », à la différence de la plupart de ses pairs. Alors que ceux-ci recherchaient plutôt le confort douillet des bureaux de Lisbonne, le colonel Spínola, alors âgé de cinquante et un ans, retournant en 1961 du service actif outre-mer. Il est envoyé en Angola, où une rébellion vient d'éclater. Jusqu'en 1964, date de son retour en métropole, il ne s'arrête pas d'y « casser » du « terrorisme ». Pour beaucoup de jeunes officiers qui sont encore loin de se sentir une âme anticoloniale, la légende de l'homme au monoclé, commence.

Son séjour en Guinée comme gouverneur et commandant en chef des forces armées de cette province paraît avoir été brillant. En 1973, le général commence à passer pour une bonne « tête politique ». Ne s'est-il pas avisé que la lutte entre les militaires et les civils, sans de l'indépendance de la Guinée regroupés dans le P.A.I.G.C. d'Amílcar Cabral était « un conflit politique et non une confrontation armée » ? Il importait en conséquence de mobiliser les troupes pour « améliorer le niveau de vie des populations ». Que « la justice sociale et le respect pour la volonté et la dignité de la personne humaine » étaient plus efficaces que la force des armes.

Ces propos évaluaient naturellement des échos parmi ses subordonnés. Il y avait des désobéissances tout un groupe d'officiers « apolitiques ». Les réflexions de l'ancien gouverneur de Guinée font l'effet d'une bombe lorsqu'elles sont publiées.

Deux manifestations organisées pour protester contre le retour au Portugal de l'ex-général sont convoquées pour jeudi et vendredi à Lisbonne. La Ligue communiste internationaliste (L.C.I., trotskiste), qui appelle à la manifestation de jeudi, affirme que « les travailleurs ne toléreront pas que Spínola, les hommes de la PIDE et leurs complices se reposent confortablement pendant quelques semaines au fort de Caxias ».

De leur côté, les G.D.U.P. (groupes de dynamisation d'unité populaire), créés pour appuyer la candidature à la présidence du major Otelo de Carvalho, appellent à une manifestation vendredi à Lisbonne, et demandant que des actions similaires aient lieu dans tout le pays.

Les deux partis centristes ont réagi prudemment et évasivement. Le P.P.D. (parti populaire démocratique), interrogé à ce sujet, déclare que le problème est du ressort des autorités militaires. Son secrétaire va probablement se réunir avant de prendre position.

De son côté, un membre du secrétariat du C.D.S. s'est déclaré surpris par la nouveauté, et s'est borné à rappeler les paroles du président Ramalho Eanes : « L'ex-général est un citoyen portugais comme un autre et s'il a commis des fautes il devra en répondre. »

D'un symbole à l'autre...

par JEAN-PIERRE CLERC

Bonne bête politique ou « vieille badouille » ? Non, un démocrate plié par l'extrême gauche ? Croque-mitaine ou homme fort en réserve de la contre-révolution ? En la personne de l'ex-général Antonio de Spínola, c'est l'un des personnages les plus controversés de l'actualité portugaise récente qui est renvoyé à l'11 août à la barre de la justice. Plus d'un an après son exil, il y avait trouvé refuge après avoir quitté précipitamment son pays au soir du 11 mars 1975.

Que s'était-il passé d'ailleurs ce 11 mars 1975 ? « L'invention » (l'expression est de l'extrême gauche) ou d'« invention » (l'expression est de l'extrême droite) ? Ou l'affirmation de la droite portugaise ? Ou l'acte de coup d'Etat de la part de l'ancien président de la République, affaibli par les progrès des communistes au Portugal ? Le général Spínola, comme tous les autres chefs de l'Etat, le général Baner, les tribunaux devront en particulier déterminer si le général Spínola n'est pas un « planqué » dans un rôle de « héros » ou de « héros ».

Le héros d'outre-mer

Avec son monoclé et ses décorations, sa stature et son visage mépris des épreuves, ses campagnes d'Espagne dans les rangs franquistes et sa visite à Stalingrad aux côtés des généraux de Hitler, avec ses états de service dans la garde nationale républicaine — et ses jactances de présence à la Sidéurgie nationale (1), le général Spínola, peut difficilement passer pour un homme de gauche. D'où vient, dès lors, que les capitaines vainqueurs du 25 avril l'aient choisi pour succéder à l'ancien président de la République comme président de la Junte de salut national constituée sous les drapeaux du régime fasciste, puis le 12 mai 1974 comme premier chef du nouvel Etat né de la « révolution aux collets » ?

Les dirigeants du Mouvement des forces armées avaient d'abord décidé — certains d'entre eux l'ont révélé récemment — de confier les plus hautes charges publiques au général Costa Gomes. Peut-être les leaders du M.F.A. pensaient-ils que l'ancien chef d'état-major des armées des forces armées limogé quelques semaines auparavant par M. Marcello Caetano, serait un partisan plus facile que l'insouciant « homme au monoclé ». Le général Costa Gomes aurait-il à ce moment décisif manifesté une moindre appétence pour le pou-

voir que son ancien adjoint limogé en même temps que lui ? C'est là l'explication, un peu courte, donnée par l'intéressé lui-même à l'hebdomadaire *O Jornal*, alors qu'il s'apprêtait à quitter le palais présidentiel de Belem.

En fait le général Spínola disposait de quelques atouts. L'un des plus sérieux était la flatteuse réputation dont il jouissait auprès de nombreux officiers, à commencer par la plupart de ceux qui avaient servi sous ses ordres en 1968-1973. Un « héros » n'aurait jamais à se transporter, spectaculairement, sur les lieux les plus exposés. « Un chef militaire né », pratiquant la méthode du contact permanent avec ses unités en opération. Les premiers des combattants, aux termes de la citation qui l'accompagnait la remise au général Spínola en mai 1973 de l'ordre de la Tour et de l'Épée, la plus haute décoration portugaise. En tout cas pas un « planqué », à la différence de la plupart de ses pairs. Alors que ceux-ci recherchaient plutôt le confort douillet des bureaux de Lisbonne, le colonel Spínola, alors âgé de cinquante et un ans, retournant en 1961 du service actif outre-mer. Il est envoyé en Angola, où une rébellion vient d'éclater. Jusqu'en 1964, date de son retour en métropole, il ne s'arrête pas d'y « casser » du « terrorisme ». Pour beaucoup de jeunes officiers qui sont encore loin de se sentir une âme anticoloniale, la légende de l'homme au monoclé, commence.

Son séjour en Guinée comme gouverneur et commandant en chef des forces armées de cette province paraît avoir été brillant. En 1973, le général commence à passer pour une bonne « tête politique ». Ne s'est-il pas avisé que la lutte entre les militaires et les civils, sans de l'indépendance de la Guinée regroupés dans le P.A.I.G.C. d'Amílcar Cabral était « un conflit politique et non une confrontation armée » ? Il importait en conséquence de mobiliser les troupes pour « améliorer le niveau de vie des populations ». Que « la justice sociale et le respect pour la volonté et la dignité de la personne humaine » étaient plus efficaces que la force des armes.

Ces propos évaluaient naturellement des échos parmi ses subordonnés. Il y avait des désobéissances tout un groupe d'officiers « apolitiques ». Les réflexions de l'ancien gouverneur de Guinée font l'effet d'une bombe lorsqu'elles sont publiées.

Des garanties contre la rue

Le général qui fait de grandes choses est celui qui crée les conditions de la démocratie. En ce sens, le général Spínola n'a de toute évidence, pas sa part. En 1974, ce pour avoir trop passionnément aimé la chose militaire que le général Spínola n'a de toute évidence, pas sa part. En 1974, ce pour avoir trop passionnément aimé la chose militaire que le général Spínola n'a de toute évidence, pas sa part. En 1974, ce pour avoir trop passionnément aimé la chose militaire que le général Spínola n'a de toute évidence, pas sa part.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● M. PAUL LUECKE, ancien ministre du logement, puis de l'intérieur, d'Allemagne fédérale est décédé, mardi 10 août, dans un hôpital d'Esslingen, à l'âge de soixante et un ans. M. Luecke fut une personnalité marquante du parti chrétien-démocrate. En 1960, il avait perdu son siège de député aux élections de 1972. — (Reuters.)

● LA CÉLÉBRATION. Le 14 août, du vingtième anniversaire de la mort de Bertolt Brecht dans sa ville natale d'Augsbourg fait l'objet d'un litige entre la municipalité et le parti communiste D.K.P. Le maire d'Augsbourg, qui appartient au S.P.D., refuse d'accueillir la manifestation que le D.K.P. compte organiser à l'hôtel de ville, arguant que les communistes ne sont pas représentés à la municipalité. Le D.K.P. va tenter d'obtenir un jugement en référé établissant que cette salle est ouverte à tous. — (A.F.P.)

Espagne

● M. RAMON ORMAZABAL, secrétaire général du parti communiste basque, arrêté lundi 9 août par la police, a été libéré mardi après avoir été interrogé. Il avait été interpellé en même temps que M. Jose Urtiaga Ruiz, membre du comité exécutif du P.C. basque, à la suite d'une conférence de presse. M. Urtiaga Ruiz avait été libéré dès lundi après-midi. — (A.F.P.)

Pologne

● QUATORZE POLONAIS ONT COMPARU, mardi 10 août à Pruszkow et à Radom, pour répondre d'actes de violence et de vols commis lors des émeutes de juin dernier provoquées par l'annonce des hausses des prix alimentaires. Eût-il été pas passé en jugement pour vol, devant le tribunal de Pruszkow. Parmi eux se trouvent des ouvriers de l'usine voisine de tracteurs Ursus, qui

avaient attaché les rails de l'express Varsovie-Paris.

A Radom, dix autres personnes sont jugées pour avoir causé des dégâts matériels. Les deux groupes risquent des peines de dix ans, rapporte le quotidien *Zagie Warszawy*. — (Reuters.)

● M. VINCENTY KRASKO, secrétaire du comité central du parti ouvrier unifié polonais et membre du conseil d'Etat, est décédé, mardi 10 août, dans son appartement à Varsovie. M. Krasko, né en 1897, premier secrétaire du comité du parti de la Voïvodie de Poznan. En 1960, il devint chef du département de la culture et du comité central du parti dont il fut élu secrétaire en 1974. Il était, en outre, depuis 1972, président de Pologne, association occupant des relations avec les Polonais fixés à l'étranger. — (A.F.P.)

Roumanie

● M. GEORGE STOIKA, l'un des « vétérans » du mouvement communiste roumain, est décédé, mardi 10 août, à l'âge de soixante-seize ans. Il fut président de la « commission de révision » du P.C. roumain, membre du conseil d'Etat (direction collégiale de la République) et député de la Grande assemblée nationale. En 1967, il entra au comité exécutif du parti, après l'arrivée au pouvoir de M. Ceausescu. En raison de son âge, il avait été abandonné par ses fonctions importantes au cours des deux dernières années. — (A.F.P.)

Union soviétique

● M. KOSYGUINE SERAIT MALADE. Selon une dépêche de l'agence Kypod, une délégation japonaise de la Fédération des organisations économiques n'a pu voir, à Moscou, le premier ministre soviétique de sa raison de son état de santé, a précisé un porte-parole soviétique. De plus, près d'un mois, M. Kosyguine n'a paru à aucune réception officielle. — (U.P.I.)

VOITURES D'EXPORTATION T.T.

- Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda
- Toutes marques étrangères
- Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine
- Toutes possibilités de crédit-leasing
- EXPO IMPORTANCE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 19 H
- DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT
- SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.84.84 + 553.28.51
- Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

POLITIQUE

L'administration contre la loi

(Suite de la première page.)

Certaines causes techniques sont cependant inhérentes à la machine administrative. Il arrive souvent que le retard ou la mauvaise exécution des lois soient le fruit d'une volonté délibérée des bureaux de porter atteinte à la loi. Les services administratifs sont agacés par les lois d'origine parlementaire et les amendements apportés à leur projet de loi. Ils projettent leur mauvaise humeur sur le texte voté et se liguent contre une loi qui leur paraît avoir commis la folie d'aller à l'encontre de la machine administrative. Ce comportement est le plus souvent le fait des services du ministère des finances. Il arrive également que la violation de la volonté parlementaire résulte d'un conflit intérieur à l'administration. Les différents ministères compétents tirent chacun sur la « quinzaine » législative pour essayer d'en tirer le meilleur à leur profit, ou encore les ministères techniques tentent de biaiser avec la volonté des finances pour leur extorquer par des décrets ce qu'ils n'ont pu lui prendre par la loi, et le veto de la Rue de Rivoli étouffe l'écho législatif. Ces causes techniques paraissent cependant secondaires par rapport aux causes constitutionnelles et politiques.

La position renforcée de l'administration par rapport à la loi ne doit pas donner. Dans la Constitution de 1958 l'exécutif est régénéré par rapport au pouvoir parlementaire. L'administration, partie de ce pouvoir exécutif, bénéficie de ce renforcement. L'existence d'un pouvoir de réglementation autonome au bénéfice de l'administration, comme l'inscription par priorité à l'ordre du jour des Assemblées des projets de loi émanant du gouvernement, ne sont que deux exemples d'un phénomène plus ample touchant à l'équilibre général des pouvoirs. Dans le nouveau système, la loi n'est plus que l'une des expressions de la volonté générale, elle se trouve, de par le texte même de la Constitution, concurrencée par le pouvoir de l'administration. Cette évolution, si elle est particulièrement accusée dans notre pays, n'est pas spéciale à la France, elle dérive de données fondamentales relatives à l'exercice du pouvoir dans les sociétés contemporaines.

C'est en définitive parce que l'administration est devenue dans notre société un pouvoir concurrent du pouvoir politique qu'elle peut se permettre de biaiser avec la loi. L'administration moderne, entraînée vers le modelage d'une autre société, est portée vers le futur. Elle dessine les choix, elle oriente l'avenir de la communauté nationale. Choisir tel équipement public plutôt que tel autre, définir les conditions de son implantation, voter des décisions essentielles. Sans doute, théoriquement, cette fonction de planification doit-elle être exercée en concours avec le pouvoir politique, sans doute également l'administration doit-elle se contenter de préparer à l'intention des gouvernements une batterie d'alternatives plutôt que de décider elle-même. La plupart des administrations contemporaines

démontrent que les administrateurs disposent de la permanence ont élargi, dans la tutelle, des hommes politiques soumis aux aléas électoraux. Les décisions ne sont pas prises exclusivement par les hauts fonctionnaires, mais elles en sont pas davantage l'œuvre entière des ministres ou parlementaires. Il y a là, pour le moins, un domaine discuté. De plus en plus s'estompe la distinction entre fonctionnaires et hommes politiques. Dans de nombreux pays, les fonctionnaires sont appelés aux conseils de gouvernement. En France, ils sont même de plus en plus nombreux à se porter candidats et à être élus aux élections législatives.

Dès lors que l'administration constitue un pouvoir, elle s'estime en droit de fixer les orientations générales auxquelles les intérêts privés doivent se soumettre. Le droit doit, dans son optique, être ajusté à cette volonté. Même les fonctionnaires les plus libéraux adhèrent à ce nouveau credo, l'accroissement du nombre des interventions administratives leur apparaissent comme seul susceptible d'assurer une satisfaction adéquate de l'intérêt général. Pour beaucoup d'agents publics, l'administration est le meilleur juge des conditions dans lesquelles ces interventions doivent s'accomplir. La règle de droit traditionnelle ne peut qu'en paralyser la réalisation. C'est donc, en définitive, parce que les administrateurs ont la conviction que les règles de droit classique sont dépassées qu'ils incriminent d'une certaine façon la légitimité, qu'ils se sentent autorisés à agir en marge des lois ou contre les lois. Et c'est en considérant cette réalité qu'il faut définir les remèdes susceptibles d'endiguer ce phénomène.

Pour changer la situation actuelle, il convient de prendre en considération que tous les arguments constants sont le résultat d'une inadaptation de l'édifice juridique aux conditions de l'époque présente, d'une insuffisance de garantie des droits des citoyens et d'une insuffisante primauté du pouvoir politique à l'égard de l'administration.

Le pouvoir parlementaire n'apparaît pas suffisant à l'heure actuelle, à la fois dans les conditions d'élaboration du droit et dans celles de son exécution. Les techniques d'intervention parlementaire dans l'élaboration du droit ne sont plus adaptées aux conditions de l'époque présente. Une meilleure spécialisation des parlementaires dans le sein des commissions, la réduction du nombre des séances publiques au bénéfice du travail en commissions, permettraient, sans aucun doute, au Parlement de jouer un plus grand rôle dans l'élaboration du droit. Les parlementaires ne doivent pas continuer à appa-

raître comme des artisans face à une administration hautement technicienne.

On peut également se demander si un système électoral exclusivement fondé sur le scrutin d'arrondissement ne favorise pas la démission parlementaire. Entre un député actif dans le travail législatif parisien et un représentant présent dans sa circonscription, les électeurs préfèrent sans aucun doute le second. Pourquoi alors ne pas prévoir, comme en Allemagne fédérale, une certaine proportion de députés détachés d'un assemblée locale ? Pourquoi, également, ne pas réglementer le cumul des mandats qui interdit en pratique un exercice effectif du métier parlementaire. Il conviendrait également de régler le problème de l'exécution des lois. Pourquoi ne pas admettre, dans un tel domaine, d'étendre la compétence du Conseil constitutionnel, qui pourrait être saisi par la commission compétente du problème de la compatibilité entre la réglementation et la loi votée par le Parlement ? Il s'agit là, sans aucun doute, d'une mesure qui permettrait de ramener les administrations tentées de violer la volonté parlementaire dans le droit chemin.

Les droits des administrés

La protection traditionnelle des administrés par les recours juridiques devant les juridictions administratives n'apparaît plus satisfaisante à l'époque actuelle. Ces recours juridiques, en raison de leur complexité même, ne sont utilisés que par une catégorie très limitée de citoyens. Les règles de droit contentieux administratifs sont arrivées à un tel degré de raffinement que leur usage s'avère délicat pour des non-initiés. Enfin, le retard pris par les juridictions administratives dans le jugement des affaires (un à deux ans devant le Conseil d'Etat, deux à trois ans devant les tribunaux administratifs de province, cinq à sept ans devant le tribunal administratif de Paris), l'absence de voies d'exécution à l'égard de l'administration, rendent illusoire la protection juridictionnelle accordée en théorie. Si l'on veut porter remède à ces difficultés, il convient de simplifier considérablement les règles des procédures administratives, de permettre aux juridictions administratives de disposer de voies d'exécution à l'égard de l'administration, de rendre plus facile la mise

en jeu de la responsabilité personnelle des fonctionnaires qui violent les règles de droit. Mais une telle action ne sera possible que si l'on accepte également de se livrer à un travail de popularisation des règles de droit.

Les règles de droit administratif, dans de nombreux domaines, sont devenues tellement complexes qu'elles ne peuvent pas être comprises facilement des administrés. Il y a là une arme considérable dans les mains de l'administration, qui peut appliquer ou refuser d'appliquer, selon les cas, les règles, qui peut les interpréter dans un sens ou dans un autre. Chaque administration devrait être placée dans l'obligation d'expliquer dans des manuels destinés aux usagers les conditions de son action.

Pour mieux garantir les droits des administrés, on doit également, aux niveaux locaux ou spécialisés de l'action administrative, développer toutes les procédures qui permettent d'arriver à une meilleure information des administrés, développer les conditions de la participation des administrés à l'action administrative, mais aussi obliger l'administration, le plus souvent possible, à motiver les actes administratifs, à expliquer les raisons de son action. Certains prétendent que de telles garanties aboutissent à paralyser l'action de l'administration. Nous croyons qu'au contraire, en étant obligés d'expliquer son action, de la faire comprendre, l'administration peut agir dans de meilleures conditions et trouver un meilleur support dans l'opinion publique, appui qui lui est nécessaire pour pouvoir exercer les importantes prérogatives qu'elle détient à l'heure actuelle. C'est en définitive en se remettant au service du public, en acceptant la tutelle des organes politiques représentatifs de la volonté générale, que l'administration retrouvera un consensus qui, dans bien des cas, lui fait aujourd'hui défaut.

CHARLES DEBRASCH.

■ M. Guy Petit, ancien ministre, sénateur des Pyrénées-Atlantiques, G.N.I.P., a indiqué qu'il ne se représentera pas aux prochaines élections municipales à Biarritz. Il a déclaré qu'il est toujours le jour où il sera possible à l'Église catholique romaine de devenir membre du C.C.E.E. ■ Deuxièmement, « l'incarnation de la foi » : on ne doit pas concevoir la foi et l'action comme deux réalités parallèles, à séparer le secrétaire général : elles sont simultanées. Dans tous les programmes menés par le C.C.E.E. il s'agit de « l'action dans la foi et la foi dans l'action ». ■ Troisièmement, « la lutte pour une humanité authentique » : Après avoir cité la liberté religieuse comme un des droits de l'homme violés partout dans le monde, le Dr Potter a poursuivi : « Nous devons, en particulier, poursuivre notre lutte contre le racisme, cette redoutable malédiction qui déshumanise ceux qui la pratiquent, tout comme ceux qui la subissent. De même, la discrimination, tout aussi déshumanisante, qu'elle exerce à l'égard des femmes dans l'Église et la société ne saurait être tolérée plus longtemps par les chrétiens. »

ALAIN WOODROW.

VOYAGE CULTUREL
LA PERSE BIBLIQUEdu 27 sept. au 12 octobre 1976
avec le R.-P. DALMAIS
Professeur à l'Institut Catholique de Paris.

Renseignements et inscriptions :

Les grands itinéraires de
Bible et Terre Sainte5, av. de l'Opéra, 75001 PARIS
Tél. 280-31-58 Lic. d'État 309 A

DÉFENSE

A Verdun

MM. Monod, Garandy et de Felice
ont participé à la marche des non-violents

La marche internationale non-violente pour la désarmatation, organisée depuis le mercredi 4 août à partir de Metz (le Monde des 4, 7 et 10 août), s'est achevée, mardi 10 août, dans les rues de Verdun, par un défilé auquel ont participé cinq cents manifestants. Le service d'ordre mis en place dans la ville n'a pas eu à intervenir.

M. Théodore Monod, soixante-quatre ans, professeur au Muséum d'histoire naturelle, qui a participé aux six journées de marche et de débats, avec, notamment, à ses côtés, M. Roger Garandy et M. Jean-Jacques de Felice, a déclaré en conclusion à cette manifestation : « Nous sommes très satisfaits de ce succès à l'avenir de la vie sur terre. Nous avons montré que la non-violence est une forme d'action et une technique pour la défense populaire. »

Cela a été consacré à cette marche, M. Charles Bernu, membre du comité directeur du P.S., écrit : « C'est leur droit, même si le choix du parcours où tant de soldats sont tombés, tant de familles ont souffert pour une certaine idée de la France, n'est pas du meilleur goût. C'est leur droit, même si ce rassemblement venu d'Italie, de République fédérale d'Allemagne, d'Angleterre, de Grèce, de France, est encadré par quelques vieux messieurs, professionnels de l'antimilitarisme, les uns giscardiens, les autres, paraît-il, de gauche, ce qui montre bien que l'esprit rose est de tous les bords. »

■ RECTIFICATIF. — L'Amicale des forces féminines françaises, dont le nom figurait dans la liste des organisations signataires d'une protestation contre la marche internationale non-violente entre Metz et Verdun (le Monde du 7 août), dément avoir été sollicitée pour protester contre cette marche et précise que son comité n'a exprimé aucune opinion à ce propos.

DÉSIGNÉE PAR LE PREMIER MINISTRE

Une militante socialiste entre à l'I.H.E.D.N.

Parmi les soixante-dix-sept auditeurs, civils et militaires, désignés par le premier ministre pour suivre, du 14 septembre prochain au 2 juin 1977, l'enseignement de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), on relève le nom d'une militante importante du parti socialiste, Mme Arlette Bardon, avocat au barreau de Paris. Aux élections législatives de mars 1973, elle fut élue députée de la Seine-Saint-Denis, sous l'étiquette de Saint-Denis contre M. Lucien Neuwirth, élu député U.D.R. de la Loire au second tour. Elle avait contribué à réorganiser la fédération de la Loire du P.S. avec l'aide de M. Jean-Christophe Mitterrand, le fils aîné du premier secrétaire.

Créé en 1949, l'Institut des hautes études de défense nationale a officiellement pour objet de « préparer de hauts fonctionnaires, des officiers généraux ou supérieurs et des personnes particulièrement qualifiées au point de vue économique et social à servir les emplois les plus élevés dans les organismes chargés de la préparation et de la conduite de la défense ». ■

Chaque session annuelle, consacrée à un certain nombre de thèmes se rapportant aux problèmes de défense, est l'occasion d'adresser au premier ministre un rapport de synthèse rédigé en séance plénière.

En mars, puis en juin dernier, le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, et le président de la République sont venus longuement exposer aux auditeurs de l'I.H.E.D.N. les orientations de la défense.

Parmi les autres stagiaires de la session prochaine, on relève les noms de l'abbé Guy Thomazeau, vicaire à Notre-Dame-de-Passy à Paris, et de deux responsables syndicaux, M. Henri Duprat, secrétaire du syndicat F.O. des statistiques, et M. Maurice Lemaire, président de l'Union confédérale C.F.P.T. des ingénieurs et cadres.

Si des personnalités syndicales ou religieuses ont, dans un passé récent, déjà participé aux travaux annuels de l'I.H.E.D.N., la présence d'un responsable socialiste, acceptée de surcroît par le premier ministre, apparaît moins traditionnelle.

RELIGION

La réunion du comité central du Conseil œcuménique des Églises

« Ne pas prendre de décision
c'est agir politiquement »

déclare le primat de l'Église anglicane du Canada

De notre envoyé spécial

Genève. — La session annuelle du comité central du Conseil œcuménique des Églises (C.O.E.) s'est ouverte le 10 août, par la présentation du rapport du nouveau président du conseil, le docteur Edward Scott, primat de l'Église anglicane du Canada, et par celui du secrétaire général du C.O.E., le Dr Philip Potter. Ces communications de caractère général et intemporel ont provoqué une certaine déception parmi les participants.

Elu à l'assemblée de Nairobi pour une durée de sept ans, l'archevêque Scott a évoqué les « décisions fondamentales et difficiles » que le comité central devra prendre, en ajoutant que « la fin de l'existence de l'origine d'un réseau attentif de la vie et des travaux du C.O.E. et de ses relations avec les Églises membres (...) pourrait bien se révéler être une bénédiction. »

Nous vivons dans « un monde entièrement politisé », a-t-il dit. La question qui se pose à l'Église est de savoir si elle doit s'engager ou non dans des problèmes d'ordre politique, mais plutôt de déterminer quelle sorte d'influence il faut chercher à exercer dans le cadre d'engagements inévitables. « Ne pas prendre de décision, a-t-il conclu, c'est agir dans le domaine politique. »

Trois thèmes

Pour sa part, le Dr Philip Potter s'est livré à une longue méditation sur trois thèmes. Premièrement, « la qualité d'une communauté réellement œcuménique » : communauté d'alliance de partage ; communauté conciliatrice d'Églises locales et de chrétiens vivant en parfaite communion. A ce propos, il a dénoncé « l'éspèce d'apartheid » dans les relations de certaines Églises membres et du C.O.E. allant jusqu'à affirmer : « Il est paradoxal que nos relations avec la plus grande des Églises non membres, l'Église catholique romaine, soient beaucoup plus étroites que celles que

nous entretenons avec celle des Églises membres. » Et le pasteur Potter de citer le document adopté à Nairobi et de dire : « L'assemblée attend avec impatience le jour où il sera possible à l'Église catholique romaine de devenir membre du C.O.E. »

Deuxièmement, « l'incarnation de la foi » : on ne doit pas concevoir la foi et l'action comme deux réalités parallèles, à séparer le secrétaire général : elles sont simultanées. Dans tous les programmes menés par le C.O.E. il s'agit de « l'action dans la foi et la foi dans l'action ». ■

Troisièmement, « la lutte pour une humanité authentique » : Après avoir cité la liberté religieuse comme un des droits de l'homme violés partout dans le monde, le Dr Potter a poursuivi : « Nous devons, en particulier, poursuivre notre lutte contre le racisme, cette redoutable malédiction qui déshumanise ceux qui la pratiquent, tout comme ceux qui la subissent. De même, la discrimination, tout aussi déshumanisante, qu'elle exerce à l'égard des femmes dans l'Église et la société ne saurait être tolérée plus longtemps par les chrétiens. »

ALAIN WOODROW.

MÉDECINE

Le tribunal administratif de Besançon
devra se prononcer sur la légalité
de la cotisation au conseil de l'ordre

(De notre correspondant.)

Besançon. — Le tribunal administratif de Besançon devra se prononcer sur la légalité de la cotisation au conseil de l'ordre des médecins. C'est ce qu'il résulte d'un jugement rendu le 4 août par le tribunal d'instance du canton nord de Besançon, devant lequel le conseil de l'ordre des médecins du Doubs avait assigné douze praticiens et chercheurs qui avaient refusé de verser leur cotisation en 1976.

Le tribunal, présidé par M. Louis, a en effet donné deux mois aux médecins « contestataires » pour en référer à la juridiction administrative, qui

devra donc, en premier ressort, l'obstacle des parties pouvant arguer l'illégalité devant le conseil d'Etat. — se prononcera sur les fondements légaux dont se réclame le conseil de l'ordre. Le tribunal d'instance s'est réservé le droit de statuer sur l'action en paiement entreprise par le conseil de l'ordre, une fois que la juridiction administrative aura donné son opinion sur la légalité d'une cotisation fixée par le conseil national en fonction d'impératifs budgétaires paraissant aux uns négligeables, aux autres clairement vus à des opérations de propagande étrangères à la mission de l'ordre.

LETTRES

Un Gongora des tropiques

(Suite de la première page.)

Des textes de Camus, Macdonald, Fernandez, Eliot, etc., y voisinent avec ceux de contemporains de Lezama et d'écrivains cubains plus jeunes, comme Roberto Fernandez et Reymundo.

Parallèlement, ce « solitaire qui cultive le dialogue avec fanatisme », comme il se définissait lui-même, publie plusieurs livres de poésie, d'une plénitude éblouissante, d'une amplitude qui se perd en de mystérieuses « hyperboles » et qui tentent de fixer le dialogue du poète et du poème. « Le poème est un corps résistant face au temps et le poète est le gardien de la semence, du « potens », de la possibilité. » Les premiers recueils de Lezama Lima, « Mort de Narcisse » (1937), « Rumeur ennemie » (1941) — offrent précisément cette polysémie secrète et déferlante qui va se figer et s'approfondir ensuite, depuis « Aventures circonspécies » (1945) jusqu'à « la Finité » (1949) et « Dador » (1960). La poésie — « cet escargot nocturne dans un réchauffeur d'eau » — doit moins chercher à appréhender un instant qu'à constituer un « corps ».

Le livre qui a véritablement fait connaître Lezama est une énorme somme poétique-romanesque, « Paradiso », publié en 1956 et commercialisé quinze ou seize ans plus tôt. Le noyau de cette œuvre est autobiographique. Devant ce miroir métaphorique du visible et du non-visible se déroule la chronique de l'éducation sentimentale et poétique d'un jeune Havanaise d'il y a quarante ans. Le héros, José Cami, passe par trois phases successives : l'époque « placentaire » de la submersion dans le milieu familial, puis l'ouverture sur le monde extérieur et enfin l'entrée dans l'univers des archétypes, à la recherche de l'« image ». Jeu verbal, prolifération baroque, « Paradiso » se situe au confluent de tous les mythes, avec une jubilation qui ne se dément pas jusqu'à la fin du roman. Lezama Lima projetait de donner une suite aux aventures de José Cami, qui se serait naturellement intitulée « Inferno ». Il a dû y renoncer.

« ... Comme le roi
Qui ignore qu'il a été détrôné
Et qui meurt délicatement
cousu à la fidélité nocturne. »

CLAUDE FELL.

POUR
TEMOIGNAGE
CHRETIEN
PAS
DE VACANCES!

Comme d'habitude :
chaque jeudi

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX 4F

49, RUE DU FAUBOURG
POISSONNIERE
75009 PARIS

هنا ان النمل

NSE

A Verdun
L. Mamed. Garoudy et de Felle
d'après la marche des non-

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

AU WHITNEY MUSEUM DE NEW YORK

Le bicentenaire de la sculpture américaine

par JACQUES MICHEL



« Nu debout », de Gaston Lachaise.



« L'Esclave grecque », d'Hiram Powers.

La dévotion du Whitney Museum, à New-York, est devenue un porte-étendard. De loin, sur l'avenue Madison, on aperçoit la photographie déformée, haute de 10 mètres, de l'Esclave grecque, à l'allure d'un marbre italien du siècle dernier.

Du geste qui tient sa chaîne, elle couvre chastement sa nudité. C'est avec cette œuvre montrée comme une sorte de symbole, que le Whitney, musée exclusivement dédié à l'art américain, a choisi d'illustrer son exposition de deux cents ans de sculpture aux Etats-Unis, qui couvre quatre siècles du musée, avec plus de trois cent cinquante œuvres. Une exposition assez surprenante, qui entend couvrir « toute » la culture américaine, y compris l'art dit « aborigène », l'art de ceux qui vivaient ici avant la création du Nouveau Monde.

L'ensemble aborigène, très riche en nombre et en qualité, est nettement une très belle part de cette exposition. Mais l'art « sauvage » illustre davantage la rupture soudaine provoquée par le néo-classicisme du XIX^e siècle, qu'une continuité. Comme l'écrit M. David Rockefeller, dans sa présentation du catalogue de cette manifestation pour le bicentenaire qu'il a contribué à financer, l'art est le reflet de l'esprit et de la culture d'une époque. Ces deux cents ans de sculpture sont un miroir de deux cents années d'existence des Etats-Unis.

L'Esclave grecque enchaînée est un peu la Statue de la liberté à rebours. Plus qu'une œuvre d'art, c'est un symbole et un signe. Signe d'abord que l'Amérique a une sculpture qui se serait manifestée dès les origines de la nation. Le Whitney Museum classe cette exposition sous un premier bilan global. Dans sa sensibilité, l'Esclave grecque, présente toutes les vertus morales de son temps. C'est un peu la Source d'ingrès, sa contemporanéité, la fadeur en plus, pudique et chaste dans sa nudité forcée, un rien suggestive. Elle fut captive des Turcs et mise en vente au Bazar de Constantinople. Pour Hiram Powers, dont le catalogue reproduit le dessin d'origine, cette statue fut le Pygmalion du sculpteur. Il l'a inventée et elle lui apporta la gloire. Pas à New-York ou à Boston, mais à Florence. Car Powers a vécu et travaillé en Italie.

L'histoire de l'art américain est marquée par ces exodes en Europe qui finissent par l'enrichir d'un nouveau savoir-faire. De même que

dans les années 20 les artistes et intellectuels américains étaient parisiens, au milieu du XIX^e siècle, ils furent italiens. Et Hiram Powers était de ceux-là. Comme Horatio Greenough, dont on peut voir ici l'Herol qui portait de George Washington, et qui fut, lui surtout, un des théoriciens américains de l'art néo-classique. Les « exotiques » de Florence et de Rome fabriquèrent abondamment ces statues néo-classiques que les marchands américains allaient acheter en Italie, pour fournir le décor des nouvelles demeures, au moment où s'établissaient les premières grandes fortunes.

Autant dire qu'il ne s'agit pas là d'un grand art, et encore moins d'un grand art américain, sinon du témoignage d'un moment d'une société, qui commençait à découvrir le territoire de l'art et la nécessité d'en faire le « supplément d'âme » de sa nouvelle richesse. La classique nudité, taillée dans le marbre de Carrare, de l'Esclave, fut montrée comme une pièce de cirque pendant dix ans, de 1847 à 1857, à la Foire Internationale de New-York et au Crystal Palace de Londres, qui marquaient l'avènement de l'architecture de verre et de l'acier. On comprend qu'elle ait été mise en avant par les organisateurs de cette exposition au début de la Capitale blanche, et sûr, qui fut, elle, prisonnière des Indiens.

Cette œuvre de Palmer, prêtée par le Metropolitan Museum, de loin supérieure à l'Esclave, était la réponse, plus réaliste, d'un Américain d'Amérique, à l'art idéaliste d'un « expatrié », qui cherchait son inspiration, comme tant d'autres durant deux bonnes générations, dans l'art romain et grec.

Toute cette partie du dix-neuvième siècle est montrée avec un sérieux bien touchant par des conservateurs devenus archéologues, qui ne distingueraient pas une œuvre d'art significative d'une production artistique toute morte. Ils démontrent l'existence d'une sculpture américaine par le nombre des œuvres en succédant au fil du temps : les musées d'art deviennent des encyclopédies historiques visuelles.

Après la sculpture de l'Esclave, la sculpture de l'Esclave, qui n'est pas une œuvre d'art, mais un objet d'art, est montrée avec un sérieux bien touchant par des conservateurs devenus archéologues, qui ne distingueraient pas une œuvre d'art significative d'une production artistique toute morte. Ils démontrent l'existence d'une sculpture américaine par le nombre des œuvres en succédant au fil du temps : les musées d'art deviennent des encyclopédies historiques visuelles.

M. Tom Armstrong, directeur du Whitney, présente lui-même l'introduction de l'« art innocent » dans l'art américain qui, depuis l'origine, s'est développé parallèlement à l'art des monuments et des musées ; l'ensemble apporte une grande bouffée de fraîcheur, hélas ! éteinte par le mélange des genres.

Heureusement, les temps avaient changé dans les années 20, avec notamment les nus sculptés de Gaston Lachaise, Parisien formé aux beaux-arts, et chez Laïque, qui arrive à Boston en 1902, à l'âge de vingt-quatre ans. Il avait la dame Isabel Dutard Nagle, plantureuse Bostonienne, qui devait toute sa vie lui servir de modèle. Les nus de bronze de Lachaise, qui mourut à New-York en 1935, sont aujourd'hui dans presque tous les musées américains, où ils montrent, comme les Maillol en France, leurs aspects monumentaux.

En fait, dès le début du siècle, l'art des statues aux Etats-Unis, qui servaient à décorer les nouveaux édifices publics à Washington, Chicago et New-York, avec Daniel French, Benjamin Latrobe, Karl Bitter, George Bernard, dans la tradition de l'Ecole des beaux-arts, commençait à devenir une sculpture. Autrement dit, un art tout court. Et c'est justement un des apports de Gaston Lachaise, élève de l'Académie, mais qui pratiquait un art anti-académique. Dans cette poussée nouvelle, citons Elie Nadelman, son frère en sculpture, Reuben Nakian, William Zorach, plus expressifs ; Noguchi, le styliste, Jo Davidson, à qui l'on doit un imposant portrait de Gertrude Stein, la réalisme poétique de Calder y figure aussi, avec le cubisme d'Archipenko, les objets surréalistes de Man Ray et, enfin, le Pella, de Marcel Duchamp. Objet ready-made, acheté dans une quincaillerie et montré en 1915 pour faire la nique à tout le sérieux d'une situation artistique qui, du côté dada, avait besoin d'un grand coup... de pelle.

En fait, un des grands sculpteurs des années 30 fut sans doute Alexander Calder, auquel le Whitney doit d'ailleurs consacrer une vaste rétrospective à l'automne. C'est lui qui a ouvert l'espace de la sculpture et fut un des premiers Américains à recourir à cet art de l'assemblage, qui permet la soudure électrique et qui vient du cubisme de Gonzalez et de Picasso.

Il faut attendre les riches années 40-50 pour voir apparaître un mouvement.

Cette fois, ce ne sont pas les artistes américains qui vont ailleurs — surtout à Paris — en quête d'une source artistique qui les nourrit. Ce sont les artistes européens eux-mêmes qui se rendent à New-York et contribuent à y féconder sur place une nouvelle école américaine. C'est de là qu'est sortie l'une des figures héroïques de cette exposition : David Smith, puissant et authentique témoin de la sculpture américaine contemporaine. Il a le don de transformer le fer en espace pictural, comme Gonzalez. Mais il a au-dessus de la sculpture le sens du monumental. Sa sculpture n'est à l'aise que dans le champ ouvert de la nature qu'elle épouse en y imposant sa marque de création humaine.

David Smith ouvre les dernières décennies de la sculpture américaine, qui a explosé dans tous les sens au moment où éclataient les frontières entre peinture et sculpture. Juste avant 60, cette dernière était justement marquée par le « minimalisme » illustré ici par d'excellentes pièces de Donald Judd, dont l'art s'est renouvelé, Larry Bell, Sol LeWitt, Ronald Bladen, Tony Smith, qui ne font pas confondre avec l'autre, la « sculpture » est une structure architecturale qui serait un système esthétique. Elle montre des formes et des constructions dépouillées de toute qualité métaphysique et subjective comme pour donner à voir les

valeurs artistiques du monde mécanisé. Celles-ci esquissent un mouvement de rupture dans les constructions obliques défilant les toits de la pesanteur de Mark di Suvero.

Que se passe-t-il ? Une fois saisi les formes architecturales du monde industriel, on joue avec, et on tente de déjouer leur irréductible présence. Richard Serra défile les cubes et « amollit » les formes géométriques en les décapant dans le caoutchouc. C'est aussi dans ce sens qu'il faut voir les « sculptures molles » de Claes Oldenburg, maître du pop-art, qui manipule les objets quotidiens ridiculisés par leurs dimensions démesurées et leur inconstance de formes avachies.

La fin de l'exposition, qui présente le foisonnement contemporain avec les sculptures de lumière au néon de Dan Flavin et Keith Sonnier, les sculptures écologiques de Michael Heizer, Robert Smithson, Robert Morris... (toujours la mise en présence intensive du travail artistique fait de main d'homme et de la nature), boucle la boucle d'une histoire de deux siècles, riche vers sa fin et qui annonce sinon une nouvelle grande époque de l'art américain, du moins une abondante effervescence dans la création d'objets culturels, appelés œuvres d'art.

C'est un des nouveaux besoins d'une société riche qui tente, par le développement d'un « art pour l'art », d'échapper au piège de son pragmatisme fondamental.

DOSSIER D'IMAGES A RENNES

1776... Français en Amérique

NE serait-ce que pour le plaisir de tomber sur cette phrase : « Supposons que le mot du guest soit « bonheur », extraite du Chiffre indéchiffrable, code personnel de Vergennes, l'exposition du musée de Rennes mériterait le détour de tous les visiteurs parisiens. La Bretagne, qui se demandait depuis des mois : « Mais qu'est-ce au juste que ce bicentenaire américain ? Qu'allions-nous faire dans cette galère ? »

Sujet immense, et qu'un miracle d'ingéniosité et de goût fait tenir dans l'enceinte rectangulaire, exiguë du hall de l'ancien palais des Facultés, reconstruit en 1950. Il fallait donc élargir l'espace. La solution adoptée par le conservateur, M. François Bigot, aidé par une équipe de menuisiers à la hauteur de son initiative, a été de dédoubler la surface disponible par un jeu de panneaux à vitrines formant couloir et convergent — comme d'habitude en un lieu si resserré — vers la réplique d'un « temple de la paix », avec fronton et colonnes à cannelures, au cœur lumineux duquel trône le buste « à l'antique » de Washington par Houdon. Curieuse physionomie de celle de ce « Cincinnati de l'Occident », selon le vers célèbre de lord Byron (dans cette Ode to Napoleon génialement transposée en musique par Schönberg). Tête de paysan virginien, au cou puissant, au regard à la fois lointain et presque buté, étranger à toute pose...

Pour-être était-ce un avantage pour la conception, même si l'exposition que de devoir se contenter d'une salle unique interdisant de dialoguer un ensemble qui comporte, bien sûr, sa chronologie et ses articulations, mais qu'on ne saurait se représenter aujourd'hui comme un simple « concours de circonstances » et d'intérêts rattachant la France à la cause des insurgés américains. Le fond du problème, peu exploré jusqu'ici, est que l'Anglais officielle de 1776 comprenait moins bien la mentalité de ses colonies du continent américain qu'un d'émancipation plus tôt. Elle s'en débarrassait presque, tandis que la France de l'époque (et l'Ecosse, mais, justement, n'y avait-il pas « concordance des temps » intellectuels entre ces deux anciennes alliées ? On aimerait savoir ce qu'en ont pensé un grand d'aplan, Sir David Brogan... était même non seulement pour la revanche guerrière, qui lui coûtait cher, mais pour la perception d'un ordre nouveau.

La-dessus, les témoignages abondent. Du point de vue de l'idéal, des talents, des pouvoirs



Dessin de CHENES

RENCONTRES AVEC MERCE CUNNINGHAM A AVIGNON

« Nous devons changer constamment la direction de notre regard »

L'EVENEMENT du Festival d'Avignon, en matière de danse, cette année, n'a été ni le spectacle des jeunes chorégraphes, ni la venue du ballet Malya de Leningrad, mais bien la présence de Merce Cunningham. Sa « silhouette » désignée est devenue familière à Villeneuve où il a séjourné pendant un mois, faisant son marché entre un stage à l'usage de jeunes danseurs professionnels, la préparation des « Events » et les répétitions publiques à la Chartreuse et dans la Cour d'honneur.

Pendant les quatre soirs qu'il a présentés au palais des Papes, le même processus s'est renouvelé : l'écoulement, goutte à goutte, d'un public allergique à sa démonstration, l'ovation finale de tous ceux qu'il avait conquis. Un soir, un spectateur est monté sur scène ; il a posé pied sur sa veste, ôté ses chaussures et commencé à doubler le solo de Cunningham. Une autre fois, le chorégraphe soviétique Oleg Vinogradov, rétrogradé, a déclaré qu'il ne comprenait pas pourquoi les gens ne quittaient pas la Cour d'honneur pour respirer un autre air, et comment ils pouvaient se laisser attraper par une exhibition à la portée de n'importe quel amateur. Ainsi, plus de vingt ans après ses premières provocations avec son complice John Cage, Merce Cunningham continue à irriter, à déranger. On a adopté Nikolaï, Paul Taylor ou les jeunes produits de la Modern Dance comme Carolyn Carlson ; lui, reste en marge.

Martha Graham s'était libérée du vocabulaire de la danse classique pour trouver de nouvelles formes d'expression plus adaptées à son siècle. Elle n'a jamais, dans ses ballets, remis en cause la convention théâtrale ; c'est ce qui explique qu'elle ait pu — elle et ses frères — être facilement réintégrés.

Merce Cunningham, qui fut soliste chez Graham, a voulu casser ces conventions en proclamant l'autonomie de la danse par rapport à la musique et aux autres supports traditionnels. Ses recherches l'ont

mené vers un retour au mouvement naturel décapé de toute implication scénaristique ou émotionnelle. La manière dont aujourd'hui Bob Wilson intègre le mouvement dans son opéra Einstein on the beach procède directement de Cunningham.

Beaucoup de spectateurs d'Avignon ont admis que leur vision de la danse ne pouvait plus être tout à fait pareille après avoir vu les Events. Mais ils n'en saisissent pas très bien la finalité. La réponse se trouvait à Villeneuve.

Tous ceux qui ont suivi les répétitions et les cours publics à la Chartreuse ont pu ensuite pénétrer de plain-pied dans l'univers de Cunningham. Ils ont pu apprécier la mise au point scrupuleuse d'exercices qui semblent improvisés, la haute technicité des danseurs dissimulée sous le naturel.

La manière dont Cunningham initie ses élèves est également fascinante. Chez lui, la parole n'a pas cours. Il s'exprime rarement la voix ; tout se fait par le regard et par le geste. « Le mouvement, dit-il, doit venir directement et non à travers une idée exprimée. » Le public aussi doit apprendre à voir le mouvement au lieu de se contenter des figures et schémas traditionnels ; admettre par exemple que plusieurs séquences puissent se dérouler en même temps ; « Lorsque nous sommes dans la rue, nous voyons plus d'une chose ; nous devons changer constamment la direction de notre regard. Le monde est autour de nous, pas seulement devant. Dans le ballet classique, il y a une scène frontale, un centre et une perspective, comme dans la peinture. Pour moi, tout le monde est le centre, chaque personne est un centre ; cela crée une situation libre où tout change perpétuellement. »

« Dans mes spectacles, des possibilités de changer l'espace et le temps existent ; mais on ne change pas le mouvement. Ce n'est pas de l'improvisation ; quand on danse sans un support musical, il faut être strict sur le chronomètre. Mais dans un temps donné, il existe certaines possibilités de

choix. L'élève doit jouer sur la direction. Si un danseur rencontre devant lui l'obstacle d'un autre danseur, il peut le contourner à droite ou à gauche. De même, il peut ralentir ou accélérer les phases de son parcours pourvu qu'il reste dans le temps imparti... » On ne parle beaucoup de l'aspect classique de son travail. Je n'ai jamais étudié le ballet. Mais il n'y a qu'à observer le corps humain ; nous avons un dos et deux jambes. On me dit : elles sont droites, je réponds : ce n'est pas du classique, c'est un caduc. Pour moi, tous les mouvements sont possibles. C'est l'ordre des mouvements qui fait l'expression. Dans mon cours, il y a des exercices pour le travail des jambes de l'assommoir du dos, car chez moi il faut des jambes fortes et un dos vivant. C'est une technique ; j'espère que ce n'est pas un langage... »

« Evoluer ? J'ai trouvé de nouvelles idées de mouvement. Dans chaque lieu, il y a une expérience nouvelle. A la Cour d'honneur, c'était la nuit — pas beaucoup d'autre décor, et aussi le vent qui a contrarié les équilibres des danseurs ; et puis, ce public, nombreux, concentré, comme un gros animal. J'ai bien aimé le public d'Avignon. »

MARCELLE MICHEL.

ALAIN CLÉMENT.

(1) L'exposition de Rennes restera ouverte jusqu'au 1^{er} septembre. Le cadre architectural où se déroulent les événements français qui participent à l'Y a deux cents ans, à la tour pour l'indépendance des colonies anglaises d'Amérique, est évoqué d'autre part dans une exposition, qui veut de l'ouvrir à la 37400, rue Cabanis (Paris-14^e).

DES LIVRES AVANT LA REPRÉSENTATION ET DERRIÈRE L'ÉCRAN

L'indispensable vade-mecum tétralogique



Le festivalier conscient et organisé n'a guère le temps de se précipiter à Bayreuth, où il est prudent d'arriver dès 15 h. 30 au Festspielhaus, pour les représentations qui débutent à 18 heures. Reste la matinée, qui se passe à relire la partition ou tout au moins le livret de l'œuvre du jour, sans doute dans l'excellente édition bilingue des Éditions Aubier-Flammarion,

dont la traduction très fidèle de Jean d'Arènes équilibre minutieusement en marge tous les leitmotivs.

Un regard sur la grande biographie de Wagner par Pourtales (Éditions Gallimard), critique, critique, mais actuellement indispensable pour retrouver le climat de cette vie d'artiste, ne sera pas inutile : on pourra y joindre la Louis II ou le Roi-fou, de Jean des Cars (Librairie académique Perrin, 1976), qui ressuscite le climat bavarois où la Tétralogie et Bayreuth se sont édifiés, une histoire dramatique et passionnée qui paraît toute proche. Très pratique pour le lecteur pressé et précis, le Wagner au jour le jour de M. Gregor-Dellin (Collection Idées, Éditions Gallimard, 1976) donne en trois cent seize pages la substance de chaque journée du compositeur.

Mais, pour comprendre quelque chose de cette atmosphère si particulière dans laquelle baigne le Festival, il faut surtout lire et contempler le livre d'images de à l'arrière-petit-fils, Wolf-Siegfried, la Famille Wagner et Bayreuth - 1876-1976 (Éditions du Chêne, 162 pages, 230 illustrations, 80 F.), qui montre comment la Tétralogie centenaire est un drame qui n'a pas cessé de se prolonger jusqu'à nos jours à travers une famille géniale et déchirée comme « le clan des Atrides ». Photos saisissantes de toutes les générations, des grands interprètes (Toscanini, Furtwängler, etc.), du règne de Hitler sur Wahnfried, et des acteurs mis en place pour de nouvelles tragédies. Le texte d'une fille de Wieland, Niki, donne la température exacte de cette marmite bouillonnante.

Pour les germanistes avertis et savants, signalons la publication

très récente du journal de Cosima (Die Tagebücher, tome I, 1869-1877, Piper-Verlag, 1280 pages, broché : 78 DM, relié : 140 DM), document exceptionnel, intégral, enfin réédité après des péripéties d'addition dignes de la famille.

La paraitra également ne manquera pas, d'autre part, de visiter la ville Wahnfried restaurée et devenue le Musée Wagner, où l'on peut longuement méditer. Le lieu n'a malheureusement plus guère d'intimité et l'on regrette que le grand salon n'ait pas été minutieusement reconstitué à partir de documents aussi précis que l'aquarelle de Schinkel. La bibliothèque, d'une merveilleuse richesse, vaut la peine d'être examinée attentivement.

On se rendra aussi à l'excellente exposition de l'hôtel de ville sur « Cent ans de festivals à Bayreuth », une rétrospective des mises en scène œuvre par œuvre, et, derrière l'Opéra des Margraves, à l'exposition sur « le Ring aujourd'hui », qui présente les principales réalisations de ces dernières années, en particulier les dérivées productions de Kassel, Braunschweig et Kiel, les magnifiques abstractions de la classe de décoration de Max Bignens, les mises en scène de Karajan, Friedrich, Rührl, Lohmann, Renner, etc.

Et, certain jour de relâche, il faudra aller voir au Reichshof-Kino le film-télévision de H. J. Syberberg où, pendant cinq heures, Wotan Wagner (mère de Wieland et Wolfgang) raconte sa vie avec Siegfried et ses relations avec Hitler pour qui elle a conservé un culte d'une sombre ferveur. Un document incroyable qui complète le livre de Wolf-Siegfried.

JACQUES LONCHAMPT.

Une histoire du cinéma russe et soviétique

ENTREPRIS par Jay Leyda, à l'intention de la cinémathèque du Musée d'art moderne de New-York, grâce à une subvention de la Fondation Rockefeller, cet ouvrage, paru dans les années 50, n'avait jamais été traduit en français ; Freddy Buache, directeur de la Cinémathèque suisse, et les Éditions l'Âge d'homme complètent, aujourd'hui, cette lacune. On leur doit déjà la traduction, longtemps attendue, du livre de Siegfried Kracauer, « De Caligari à Hitler ».

Du cinéma russe, né en 1896 avec la prospection des envoyés des frères Lumière à Saint-Petersbourg, au cinéma soviétique (nationalisé en 1919), il y a l'intervalle d'une révolution qui vit la fin d'un monde. Entre autres choses, Jay Leyda — qui rejoint ainsi les travaux de Georges Sadoul et d'historiens français — constate que la censure soviétique a effacé l'industrie capitaliste et les films bourgeois, mais que,

malgré l'émigration, les disparitions, il n'y eut pas rupture. Ce livre est le récit historique d'une évolution qui passa nécessairement par les années — encore méconnues, à l'époque où il fut écrit — du cinéma tsariste. Leyda le termine à la mort d'Eisenstein (1948), puis ajoute un post-scriptum pour les années suivantes. On y voit, on y sent, tout au long, bouger en même temps le cinéma et la société. On y retrouve — comme ailleurs — l'extraordinaire enthousiasme de la période 1920-1930, cette « haute époque » du cinéma soviétique.

Mais, « le 14 septembre 1933, dit Jay Leyda, le débarquement à Leningrad, en route pour l'Institut cinématographique d'État à Moscou », il allait rester en U.R.S.S. jusqu'en 1937 et il faut bien dire que, là, son témoignage, direct, est irréfutable. Jay Leyda a vu alors beaucoup de films, s'est lié à de nombreux cinéastes, a réuni, sur place, énormément d'informations. Il a, en particulier, suivi le tournage du « Pré de Béthune », film d'Eisenstein, remanié puis interrompu, sous la pression bureaucratique. Il a connu les succès et la disgrâce qui frappèrent le cinéaste.

Sur ces débuts de l'ère stalinienne, les faits que rapporte Jay Leyda, sans passion et avec une grande clarté, sont d'une importance majeure. Et, jusqu'au terme de son ouvrage, à travers les accidents de parcours, et le temps de la guerre, l'historien fait découvrir la richesse et l'intérêt d'une production qui ne se limite pas à quelques noms, à quelques titres célèbres.

Un livre indispensable. JACQUES SICLIER.

Ava Gardner entre les pages

DANS l'époque des années 30, on a pu voir une grande star américaine — la plus grande, la plus belle — des années 30 : Ava Gardner. Toujours superbe à cinquante ans, elle y tient le rôle de « la luxure ». Le hasard — objectif, bien sûr — fait que parait, en même temps, un livre français qui lui est consacré. Dans leur collection « Têtes d'as », les Éditions P.A.C. ont déjà publié des biographies des documentaristes, des réalisateurs, d'Alain Delon, de Michel Simon, de Paul Newman et de Belmondo. Ava Gardner (révisé par André Bernard) compose un traité de la carrière de l'actrice et une filmographie (par Olivier Bysse) qui en fait, comme les autres, un ouvrage utile. Mais ce livre est aussi, et surtout, un acte d'amour à l'égard d'une femme qui troubla Hollywood par son anticonformisme, qui fut à jamais — qui l'oubliera ? — le mythe du « bad girl » de la « débauche » et de la « débauche ».

Les termes sacralisés, groupés entre la carrière et la biographie, sont assortis de révéries de cinéphilie, de révéries de l'histoire qui peut surprendre à une époque où le culte de la vedette (américaine surtout) ne fait plus guère l'objet de considérations socio-politiques. Il est vrai qu'en ce temps-là nous avions rêvé en regardant les films. — J. S.

★ Éditions P.A.C., 33 F.

Une sélection



La collection Campana à Arignon.

Cinéma

FESTIVAL D'ÉTÉ à la Clef

Encore trois semaines de films, inédits, rares, ou bien inconnus : le deuxième festival du cinéma la Clef continue avec notamment une rétrospective d'œuvres de Fred Wiseman, et une autre du cinéma documentaire est-allemand Heynowski et Schumann.

— ET AUSSI : Sex O'Clock U.S.A., de François Reichenbach (l'Amérique insolite des années 70 : Mean Streets et Taxi Driver, de Martin Scorsese (dans la jungle des villes...), Cria Cuervos, de Carlos Saura (les jeux interdits d'une petite fille insomniale).

Théâtre

RÊVE DE VALSE à Mogador

Une version intimiste de l'opéra de Oskar Straus. Derrière les caprices amoureux du bel officier et les sentiments de la princesse et de la médiane, transparaît un climat que Schmitzer, l'auteur de la Ronde, semble avoir inspiré.

MOLIERE ET VIAN à Valréas (Vaucluse)

Le Bourgeois gentilhomme au château de Simiane (14, 17 et 18 août), les Bâtisseurs d'empire, de Boris Vian (le 13), un montage II était une fois 1900 (le 12) à la commanderie des Templiers. Il passe des fantômes de théâtre dans les Nuits de l'Enclume.

— ET AUSSI : A Vœux (Deux-Sèvres), la Geste paysanne (des 13, 14 et 15 août), A Bussang (Vosges), le Songe d'une nuit d'été (des 14, 15, 21 et 22 août).

Musique

IMPROVISATIONS à Châteaullon (Var)

Pas d'exclusives dans un festival — Musique ouverte — consacré à toutes les musiques : jazz, contemporaine, traditionnelle (Irlande, Iran, Égypte), rock, avec Ch. Mingus, A. Braxton, le New Phonic Art, Sun Ra, etc. Un dénominateur commun : l'improvisation de groupe.

UN NOUVEAU COSI à Castelnaud (Lot)

Après Manon et la Veuve Joyeuse à Toulouse, puis les Noées de Sigaro à Nancy, Jean-Claude Auray mettra en scène Così fan tutte pour inaugurer le Centre lyrique du château de Castelnaud, près Bretenoux (vendredi 13 et dimanche 15 août, à 21 h.) avec une distribution jeune (U. Reinemann,

J.-L. Soumagnas, R. Auphan, B. Haïdas, K. Lewis) et le nouvel orchestre philharmonique de Lille pour la première fois dans une fosse, sous la direction de J.-C. Casadevall.

— ET AUSSI : à Paris : la messe du Freischütz, de Weber (jeudi 12 à Saint-Séverin), A. Gourdou... : Chant grégorien, par l'ensemble Guillaume Dufay, A. Menton... : la Camerata académica de Salzbourg (le 19). A. Lucerne... : le début d'un festival particulièrement prometteur (on annonce Atlantide, de De Falla). Renseignements : 41-22-52-00.

Expositions

GEORGES MATHIEU au musée d'Antibes

Un panorama de l'œuvre du peintre Georges Mathieu, enrichi de toiles récentes, au musée d'Antibes. Il montre l'évolution d'un peintre de la peinture abstraite-irrationnelle, en l'enracinant dans la dernière guerre, qui s'ouvre depuis une décennie sur un art de la flamboyance décorative.

— ET AUSSI : à Avignon. Trente peintres du dix-septième siècle français, au musée Chagall de Nice. La Donation Granville et Pérusse et les Français, à Dijon. Terre seconde, à Bâilly. Champs de la création, à Anay-le-Franc. Mouvement peint. Mouvement opé. à l'abbaye de Beaulieu-en-Rouergue. Kandinsky, à Bordeaux. Bistère, à Mont-de-Marsan. Et à Paris : Constable, Les nouvelles

saïles de sculptures et l'Atelier, au Louvre. Robert Delaunay, à l'Orangerie. Kandali, au Musée national d'art moderne. André Masson, au Musée municipal d'art moderne. Rembrandt au Grand Palais. Cy fromby et Daily Bui ont co à l'APAO.

Disques

JAMES TAYLOR : In the pocket

Le charme des chansons de Taylor vient de la relation insaisissable de moments, d'émotions parfois trachées, de petits riens, avec une note proche de celles du country et un climat fait de nostalgie, de rêve. (33 t., dist. WEA.)

THE BEACH BOYS : Quinze « big ones »

Retour au premier plan d'un des plus populaires groupes américains du début des années 60 avec ces quinze « big ones » habilement arrangés par Brian Wilson. (33 t., dist. WEA.)

CLIFTON CHENIER : Frenchin' the boogie

Le blues cajun. Clifton Chenier, un musicien noir de Lafayette (capitale de la Louisiane cajun), fait sonner son accordéon comme un harmonica. Naturellement, les mots des chansons ne sont pas en anglais mais dans ce vieux français du dix-septième siècle qui a subi l'influence du créole, de la langue espagnole et de l'anglais. (33 t., dist. Star.)

BALZAC ELYSÉES (m) • PUBLICIS SAINT GERMAIN (m) • PARAMOUNT OPERA

SAMUEL GOLDWYN PRÉSENTE UN FILM DE WILLIAM WYLER
LES PLUS BELLES ANNÉES DE NOTRE VIE
L'UN DES DIX MEILLEURS FILMS / Le film aux 9 OSCARS

| VOTRE TABLE CE SOIR | | | |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--|
| ALSACE AUX HALLES 236-74-34 | Ouv. jour et nuit. Chans. et mus. de 22 h. à 6 h. mat. avec nos animat. | | |
| 16, rue Coquillière, 1 ^{er} . T.J. | Spec. alsaciennes. Vins fins d'Alsace et MOÛZIG, la Reine des Bières. | | |
| BOFINGES 227-67-52 | Déjeuner, dîner, souper. Le plus ancien et le plus belle brasserie de Paris. Fraîcheur facile sur la place. | | |
| 3, rue de la Bastille, 4 ^e . F/dim. | | | |
| CHIFFE RANST 549-96-42 | Jusqu'à 2 h. du mat. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. | | |
| 5, place du 15-Juin, 6 ^e . T.J. | Ses vins fins d'Alsace et MOÛZIG, la Reine des Bières. | | |
| NAPOLEON T.J. 227-09-50 | G.P. Baumann, créateur des célèbres choucroutes au confit d'ole | | |
| 38, av. Friedland, 6 ^e . Jusq. 22 h. 30 | citées par tous les chroniqueurs, vous présente ses innovations : choucroute aux poissons, à la queue de bœuf, marguerite-mozon, au homard (sur commande). | | |
| BAUMANN Jusq'à 24 h. F/dim. | Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. | | |
| 64, av. des Ternes, 17 ^e . 380-16-66 | Ses vins fins d'Alsace et MOÛZIG, la Reine des Bières. | | |
| AUB. DE RIQUERIE 770-62-39 | Brochettes d'Alsace. Langueuse grillée. Poulette mousseline. Canard | | |
| 12, boulevard Montmartre, 9 ^e . T.J. | claire. Pâtisserie maison. Soufflés. Bœuf à la maitre d'hôtel. Mielard. Cuisine Michel Moisan. Souper aux chandelles, 50 à 90 F. | | |
| LES VERTUS MOTTES 589-90-03 | Ouv. Jusq'à 24 h. Spéc. alsaciennes. Le jeune patron aux fourneaux. | | |
| 13, bd Auguste-Blanqui, 13 ^e . F/tun. | Bœuf farci à sardines farcies à l'orientale 6, choucroute de 15 à 25 F. | | |
| LA CAVENNE D'ALI BABA 553-61-17 | | | |
| 18, r. A.-Chabrières, 15 ^e . F/dim. | | | |
| • Ambiance musicale • Orchestre | | ★ Spécialité en soirée. P.M.B. : Prix moyen du repas. | |

TAPISSERIES
PINET DE GAULADE
LE SIMOURGH
LA FRANQUI-PLAGE
AUDE
TOUT L'ÉTÉ

ACHETONS
AFFICHES ANCIENNES
LIBRAIRIE des VICTOIRES
4 bis, rue des Petits-Pères
PARIS (2^e). — 260-98-13

TÉLÉMAQUE
DIRECTION DES MUSÉES DE NICE
GALERIE DES PONCHETTES
06000 NICE - TEL. : 85-82-34
Jusqu'au 28 août

Mirabelle DORS
Maurice RAPIN
Masques et Décor
Stakopere mod Company :
George Whitman
27, rue de la Rochette,
75003 PARIS
Août

Action Culturelle Macon
EXPOSITION LA VIGNE ET LE VIN
outillage - œuvres d'art
atelier de tonnelier - intérieur de vigneron
tradition et actualité de la Bourgogne
Jusqu'au 19 septembre
Avenue Charles-de-Gaulle - 71007 MACON
TEL. : 38-79-11

MECANIQUE
ALEXANDRE LE BIENHEUREUX
MONT-PARNASSE PATHE
VILLIOT 11

هكزام الأمل

هنا من الأمل

DES SPECTACLES

LE MONDE — 12 août 1976 — Page 9

Premières rencontres des musiques méditerranéennes aux centres Fontblanche

Le fil invisible qui relie entre elles les cultures du Bassin

La région provençale a besoin de se redéfinir une identité culturelle, expliquent Henri Du-

musiques populaires des différents pays d'une région déterminée du globe, en l'occurrence ceux qui entourent le bassin méditerranéen, pouvaient être

un mouvement de va-et-vient, et une voix masculine soliste dont l'enrouement n'altère en rien l'après beauté. Applaudissements. Rappels. L'ensemble

les quarts de ton). Les paroles de leurs chansons traitent le plus souvent des réalités sociales et appellent, de façon allusive ou symbolique, l'auditeur à la réflexion. Sur le plan musical, une esthétique

Il est impossible de parler de toutes les musiques entendues à Fontblanche. Durant onze jours, plus de trente ensembles se sont produits, qui vont du flamenco à la musique italienne, en passant par celle de Malte et du Pays basque. En dehors des concerts et des stages dans les ateliers de danse, de musique, de chant ou de lutherie, il convient de mentionner les conférences-débats

A côté d'une vidéothèque permettant de visionner sur petit écran les manifestations de la veille, signalons d'autres initiatives telles que les projections de films spécialisés, chaque jour différents, faites à 18 heures au cinéma municipal de Vitrolles.

A l'heure des bilans, les seules critiques que l'on puisse formuler à l'encontre de l'organisation de ces manifestations sont d'ordre pratique : les centres Fontblanche sont vraiment difficiles d'accès lorsque l'on ne possède pas de véhicule et, sans nul doute, une navette établie au départ d'Aix-en-Provence ou de Marseille aurait contribué à augmenter considérablement l'auditoire des concerts du soir — et par là même à rentabiliser ces derniers — vu la qualité des programmes proposés (4). Mais, d'ores et déjà, on peut affirmer que par l'originalité de leur conception et le nombre

D'autres plus tapageuses n'ont pas de tels scrupules



méditerranéenne. Organisée dans le contexte de l'implantation de Vitrolles, ville nouvelle qui sera terminée en 1985 et à propos de laquelle un sond de sauvegarde des sites naturels est hautement

Certes, une entreprise qui mise sur l'authenticité et se refuse à toute concession démagogique ne peut prétendre, surtout la première année, rivaliser avec d'autres plus tapageuses qui n'ont pas de tels scrupules. De plus, ce ne sont pas les foules « festives » que cherchent à attirer en priorité ces Rencontres, mais plutôt un public régional « motivé ». Et, venus effectivement pour la plupart du sud de l'Hexagone, près de cent cinquante stagiaires des deux sexes, en majorité des étudiants, des enseignants et des animateurs âgés de vingt à trente ans — se sont établis en permanence à Fontblanche (1), pour participer aux différents ateliers proposés dans la journée : danses provençales, pyrénéennes, gasconnes et tunisiennes, galoubet, tambourin, violon, flûte d'oïseau, vieille à roue, cabrette, accordéon diatonique, chant grégorien, chant populaire occitan, etc. Sans oublier un atelier de lutherie où l'on pouvait assister aux finitions d'un galoubet, d'un tambourin ou d'un rebab tunisien, voire fabriquer son propre instrument.

Grâce à la qualité des artistes choisis et à la cohérence de la programmation, les concerts, qui regroupent chaque soir deux ou trois ensembles et auxquels assistaient quelques centaines de personnes — de cinq à six cents dans les meilleurs cas, — auraient mérité un auditoire beaucoup plus nombreux que l'intérêt d'un festival d'arts traditionnels tel que celui de Béziers est de confronter en une disparité aussi saisissante que débordante la multiplicité des aspects de la culture du tiers-monde (voir le Monde des 18 et 24 mars), celui des Rencontres Fontblanche aura été de montrer combien, malgré leur diversité, les

Et à Fontblanche on a pu remarquer d'emblée des différences notables entre la musique andalouse marocaine — a priori la plus proche des origines — et celle de Tunisie appelée « malouf ». Dans le premier cas, la rigueur de l'homophonie est sans cesse contredite par d'innombrables décalages qui ajoutent à l'expressivité (et l'on peut même percevoir parfois, évanouies sitôt qu'esquissées, des amorces de polyphonie). En revanche, le « malouf » tunisien semble avoir subi des influences orientales probablement turques : ici la précision de la mise en place des unissons tend vers l'absolu. Mais, dans un cas comme dans l'autre, on retrouve le balancement collectif, la continuité lancinante d'une musique « savante » hautement raffinée, faite d'une alternance des parties chantées et instrumentales.

Le parti pris arabisant du Studio der fruchen Musik



Il semble d'ailleurs légitime de penser qu'à une certaine époque les influences arabes sur la musique européenne, et principalement celle de l'Espagne et du sud de la France, ont été très profondes : le parti pris arabisant des interprétations du Studio der fruchen Musik plaide en ce sens.

Parmi les concerts les plus réussis, mentionnons celui du 4 août, consacré aux musiques d'elles-méditerranéennes et qui ne réunissait pas moins de quatre ensembles. Tout d'abord une famille non professionnelle de Majorque : une petite fille dansant avec son père la « jota » et le « bolero » majorquins, des instruments typiques parmi lesquels la chibomba (une poterie dont sort un roseau mouillé, le long duquel on fait glisser les doigts en

Des instruments traditionnels qu'on évite de modifier

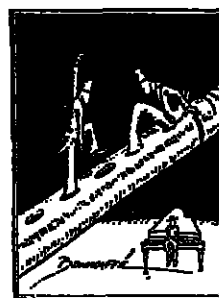


ment danser un auditoire constitué en partie d'immigrés tunisiens.

Mais on pourrait tout aussi bien citer la soirée de la veille consacrée, comme celle du dernier jour, à la musique occitane. Avec un chanteur tel que Claude Marti, qui ne manque pas de superbe et qui se campe devant le micro, solide et trapu, il est évident que la musique proprement dite n'est qu'un soutien à des paroles dont la signification revendicatrice requiert toute l'importance (ce qui l'oblige paradoxalement à traduire au préalable le texte de ses chansons en français pour ceux qui ne comprennent pas l'occitan). A l'inverse, un groupe tel que le garçon Ferdinandin Folc semble plutôt vouloir faire « passer » le message au-delà des mots par la vertu d'un caractère régional dont certains traits sont muséaux, d'où l'emploi d'instruments spécifiques tels que la flûte d'oïseau ou le tambourin de bois dont on frappe les cordes avec un bâton. Outre Claude Marti et le Perlempin Folc se produisaient ce soir-là les groupes Los de Nidou et la compagnie du Sauveteire : cette fois aussi, un bal champêtre devait se terminer tard dans la nuit.

Seule absence notable : le cheikh Imam, retenu, comme l'on sait, en Egypte (voir le Monde du 28 avril) et auquel Colette Magny a rendu hommage en interprétant une de ses chansons au début d'une soirée dont la seconde partie a été, comme prévu, assurée par le célèbre groupe marocain Nass el Ghiwane. C'est ce soir-là, et le lendemain pour Khelil Ahmed, que Fontblanche devait obtenir sa plus grande affluence avec un public essentiellement maghrébin. De même que les ensembles de folk occitan, les quatre chanteuses qui sont à l'origine d'un véritable renouveau dans la chanson marocaine utilisent pour s'accompagner des instruments traditionnels dont ils évitent de modifier électriquement le son : des percussions telles que le « bendir » ou le « tbal », le « guembri » des Gnawas et le « snitra » (banjo dont les frettes ont été retirées pour obtenir

Onze jours où il s'est passé quelque chose



d'événements attendus et inattendus auxquels elles ont donné naissance, ces premières Rencontres méditerranéennes ont été une réussite et l'on ne peut que souhaiter leur reconduction en 1977. Durant ces onze jours, il s'est réellement passé « quelque chose » à Fontblanche.

DANIEL CAUX.

(1) Nourriture, hébergement et lieux de camping étaient prévus.
(2) Particulier en bois de jubiler émet à l'avant.
(3) Grosse caisse frappée avec des baguettes.
(4) Des travailleurs arabes très éloignés n'ont pas hésité à prendre des taxis pour assister à certains concerts.

CHATEAU de VESVRES - 58110 ROUY, près de Nevers
20 août, 20 h. 30, concert : Nouveau Trio PASQUIER et Mélanie LARIEU (soprano).
Renseign. sur place. — Tél. : 16-36. 62-91-11. — 34 à ROUY (Nièvre)

Un film de
STANLEY KUBRICK
ORANGE MECHANIQUE
Distribué par Warner-Columbia Film. (V) INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS
CALYPSO 10 HAUTEFENILLE 10 IMPERIAL 10 LA FAVETTE 10
MONTMARNASSE PATHE 10
VÉLIZY 10/1012y

UGC NORMANDIE VD • CAMÉ VD • UGC GODELINS VD • BRETAGNE VD
ENGHIEN Français • VERSAILLES C21

Elle était belle.
Et terriblement intelligente.
Elle aimait Mozart et Bach.
Et les Beatles.
Et moi.
Produit par
ALL MacGraw Ryan O'Neal
UNE PRODUCTION HOWARD G. MINSKY-ARTHUR HILLER
John Marley & Ray Milland ERICH SEGAL ARTHUR HILLER
Produit par
HOWARD G. MINSKY DAVID GOLDEN FRANCIS LAI

L'ORCHESTRE « WIENER SYMPHONIKER »
recherche, à partir du 1^{er} janvier 1977, un
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
dynamique, ayant travaillé longtemps dans l'administration d'un orchestre, une agence de concerts ou dans des secteurs culturels correspondants.
Les activités de ce secrétaire général concerneront l'administration des affaires des « Wiener Symphoniker » suivant les directives du comité de l'association ; la direction de 130 membres d'orchestre et du personnel de l'administration ; la réalisation de nouveaux contacts et la préparation des contrats avec les organisateurs de concerts en Autriche et à l'étranger ; la coordination des engagements de l'orchestre ; l'administration du budget.
Nous prions les intéressés de bien vouloir s'adresser jusqu'au 15 octobre 1976 au président des « Wiener Symphoniker », Mme la Maire adjointe de Vienne, Gertrude Fröhlich-Sandner, Friedrich Schindlplatz 5, 1082 Vienne. Nous remettons, le cas échéant, toutes les informations supplémentaires : statut, directives pour contrats avec musiciens, droits des employés, etc. (Tél. Autriche : 0222/42800/2751).

U.G.C. BIARRITZ • NOCTAMBULES • MONTMARNASSE BIENVENUE • P.L.M. ST-JACQUES • CONVENTION GAUMONT • CLICHY PATHÉ • LES 3 SECRÉTAN • ROYAL-HAUSMANN
ALEXANDRE LE BIENHEUREUX
un film de YVES ROBERT
PHILIPPE NOIRET MARLENE JOBERT JEAN GARMET PIERRE RICHARD
Périphérie : TRICYCLE ASNIÈRES • VÉLIZY 2 • ARTEL ROSNY • FRANÇAIS ENGHEN • PARAMOUNT LA VARENNE

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 11 AOUT

CHAÎNE I : TF1

20 h. 30. Série policière : Le commissaire Moulin (la surprise du chef) de J. Chatelet. Réal. : J. Trebouteau. Avec Y. Renier, C. Morin, G. Montagne. 22 h. 55. Chronique de livres écrits à la main. Michèle, l'homme qui mangeait l'histoire de P. Dumayet. Réalisation A. Dhénaut.

CHAÎNE II : A2

20 h. 30. Série : Un shérif à New-York (Poursuite à Manhattan). 21 h. 55. Chronique Inventaire. de P. Dumayet. Réal. : F. Ribadeau. 22 h. 55. Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du

cinéma (cinéma français d'aujourd'hui) : « Valparaiso, Valparaiso », de P. Aubier (1970). Avec A. Cuny, B. Lafont, L. Szabo, A. Stewart.

22 h. 5. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Les maîtres du roman populaire ; 21 h. 30. Musique de chambre (Bach, Haendel, Reger).

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Ne le retourne pas, l'impression qu'on nous suit ; 21 h. 30. Festival estival de Paris en direct de l'église de la Sainte-Chapelle, avec le Koerner Vocal Consort ; 21 h. 30. Pour la société d'écritures musicales privées.

JEUDI 12 AOUT

CHAÎNE I : TF1

De 12 h. 30 à 15 h., programme de mi-journée (reprise à 18 h. 40) avec, à 14 h. 5, la brigade des maléfices.

EUROP ASSISTANCE

Assureurs, Agences de Voyage, Caisses d'Épargne, Ecureuil, Automobile Clubs, Banques.

20 h. 30. Essai : Faits divers : Otages, de P. Dumayet et M. Andrieu, réal. F. Marin. 21 h. 30. Documentaire : Il y a cent ans... L'été Big Horn, de G. Chauvel, réal. J. Varela.

22 h. 30. Jazz à Juan (Oscar Peterson) ; 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 12 h. 30 à 15 h., programme ininterrompu avec, à 18 h. 15, la Chronique du temps de l'ombre, d'A. Panigel.

20 h. 30. Film : Fantomas contre Scotland Yard, d'A. Hunebelle (1967). Avec J. Marais, F. Fumès, M. Demongeot, J.-R. Caussimon, F. Christophe.

22 h. 5. Juke box ; 22 h. 50. Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma français d'hier) : « le Chemin de Rio », de R. Siodmak (1936). Avec K. de Nagy, J. Berry, S. Prim, J.-P. Aumont.

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. « L'Echange », de P. Claudel, avec C. Marchand, C. Sauvage, J.-R. Caussimon ; 22 h. 30. La vie d'un homme.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Ne le retourne pas, l'impression qu'on nous suit ; 21 h. 30. Documentaire : Il y a cent ans... L'été Big Horn, de G. Chauvel, réal. J. Varela.

Entre les images

Des images qui défilent sur un écran : il y a trente-cinq ans, l'information fournie par les Actualités françaises... Des explications qu'on inaugure : la France du retour à la terre au Grand Palais ; l'Allemagne du progrès à Bordeaux. Des images qui défilent sur un écran : il y a trente-cinq ans, l'information fournie par les Actualités françaises... Des explications qu'on inaugure : la France du retour à la terre au Grand Palais ; l'Allemagne du progrès à Bordeaux. Des images qui défilent sur un écran : il y a trente-cinq ans, l'information fournie par les Actualités françaises... Des explications qu'on inaugure : la France du retour à la terre au Grand Palais ; l'Allemagne du progrès à Bordeaux.

On ne dira jamais assez (le Monde daté 1^{er}, 2, et 4 août) l'intérêt des « Chroniques du temps de l'ombre », qu'Armand Panigel a consacrées à la Résistance, et qu'Antenne 2 diffuse à un horaire stupide — entre deux émissions pour les enfants. Intérêt des documents et des témoignages, même si le procédé du montage selon Panigel, où seul l'enchaînement des

D'une chaîne à l'autre

DOSSIER LIBAN SUR A2

● « Beyrouth, jamais plus », document exceptionnel, rapporté du Liban par la journaliste Jocelyne Saab, sera diffusé ce mercredi 11 août, au cours du journal d'A2, à 20 h. 10. La poétesse libanaise Etilad Adwan a participé à cette émission.

« PARTI PRIS » DANS LES CÉVENNES

● Les émissions « Parti pris », de Jacques Fauriol, sur France-Culture, seront réalisées dans les Cévennes, du 6 au 10 septembre, dans le cadre d'une opération « Radio Solitude ». Un agriculteur, un berger, une jeune fille de seize ans, expliqueront, entre autres, comment ils vivent l'avenir de leur région.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

AVEC LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

SOLIDARITÉ

AUX POPULATIONS CIVILES DU LIBAN

APPORTEZ VOS DONS (en nature ou en espèces) DANS LES PERMANENCES DU S.P.F. ou au COMITE NATIONAL

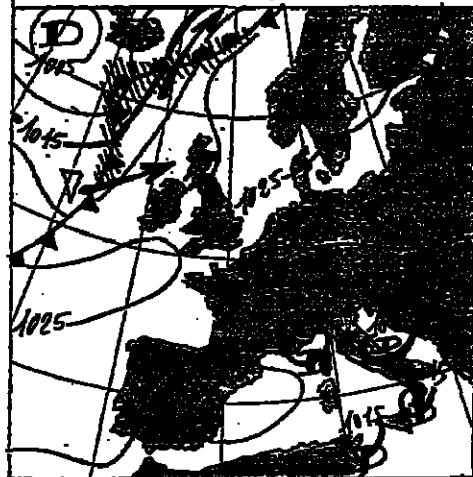
9, rue Froissart — 75003 PARIS

C.C.P. 654-37 PARIS

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11-8-76 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 12/8/76 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige : V averse : R orages : S sens de la marche des fronts

Front chaud : Front froid : Front occlus

Evolution probable du temps en France : à 0 heure et le jeudi 12 août à 24 heures :

L'axe anticyclonique allant des Açores à la Scandinavie s'affaiblit au niveau de la France et des îles Britanniques sans toutefois laisser passer les perturbations océaniques sur notre pays. La dépression réactive qui a donné un temps orageux sur une partie importante de la France s'éloigne vers la Grèce.

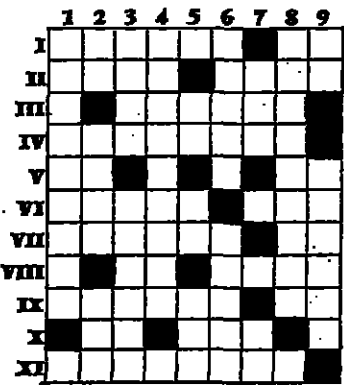
Jeu 12 août, après dissipation des brumes matinales, parfois nuageuses, le temps sera bien ensoleillé sur la quasi-totalité du pays à 7 heures néanmoins quelques orages dans le Sud-Est, surtout localisés

près de la frontière italienne. Les vents, faibles à modérés, souffleront du nord ou du nord-est (léger mistral dans le Midi). Les températures maximales s'élèveront un peu, surtout sur la moitié sud-est du pays.

Macrotendances : à 8 heures, la pression atmosphérique redouble au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 029,4 millibars, soit 10,5 millibars de marée. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 août ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11 août) : Ajaccio, 30 et 17 ; Brest, 23 et 14 ; Bordeaux, 25 et 14 ; Clermont, 21 et 13 ; Dijon, 21 et 12 ; Grenoble, 20 et 8 ; Lille, 27 et 15 ; Lyon, 19 et 12 ; Marseille, 28 et 18 ; Nancy, 25 et 15 ; Nantes, 28 et 15 ; Nice, 28 et 17 ; Pau, 25 et 11 ; Perpignan, 28 et 18 ; Rennes, 27 et 13 ; Strasbourg, 28 et 13 ; Tours, 29 et 13 ; Toulouse, 27 et 13 ; Poitiers, 29 et 14.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1532



HORIZONTALEMENT

I. On peut compter fermement sur eux. Dispari. — II. Provoquant des courants d'air. Obligé à prendre position. — III. Illustre Irlandais. — IV. Sans réserve. — V. Chante en courant ; Abbréviation. — VI. Ont leur franc-parler. Réduire en parcelles (épeler). — VII. Rigide. Désigne un dignitaire ecclésiastique. — VIII. Pronom. Avertissement qu'il s'agit de prendre au sérieux. — IX. Plus très jeunes. Proposition. — X. Localité de France ; Bénéficie d'un certain équilibre (épeler). — XI. Ridicule au possible.

VERTICALEMENT

I. C'est un absent auquel on a raison de donner tort. — 2. Lac ; On est rarement prêt de s'asseoir à sa table ; Répond, en courant, à tous les appels. — 3. Acquisit Robinson ; Résultats d'un travail artistique. — 4. Sévères donc mal en point. — 5. Fin de participe ; Atteste un accord entre deux Italiens ; Cours étranger. — 6.

Étoiles de première grandeur

Tient donc moins de place. — 7. C'était une sorte de rage ; Pronom. — 8. S'agit de la prime jeunesse. — 9. Ont force de loi ; Un vrai gouffre !

Solution du problème n° 1531

Horizontalement

I. Général. — II. Cinéma. — III. Hol ; Marine. — IV. Anis. — V. Uo ; Ra. — VI. SN ; Basses. — VII. Sere ; L. — VIII. Es ; Dodo. — IX. Almadén. — X. RI. — XI. Canotiste.

Verticalement

1. Hausses (tir). — 2. Économies ; 3. RI ; Alm. — 4. Enns ; Bas. — 5. Réa ; La ; M. — 6. Amri ; Soda. — 7. Lait ; Odes. — 8. Néréide. — 9. Crémation.

GUY BROUTY.

Visites, conférences

JEUDI 12 AOUT

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calvados : visite de monuments historiques. — 14 h. 45. Métro Orteil. Mme Legrand : « Orteil, ville nouvelle : la préfecture du Val-de-Seine ». — 15 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 15 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 16 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 16 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 16 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 17 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 17 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 17 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 18 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 18 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 18 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 19 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 19 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 19 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 20 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 20 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 20 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 21 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 21 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 21 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 22 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 22 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 22 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 23 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 23 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 23 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 24 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 24 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 24 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 25 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 25 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 25 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 26 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 26 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 26 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 27 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 27 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 27 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 28 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 28 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 28 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 29 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 29 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 29 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 30 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 30 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 30 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 31 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 31 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 31 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 32 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 32 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 32 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 33 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 33 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 33 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 34 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 34 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 34 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 35 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 35 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 35 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 36 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 36 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 36 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 37 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 37 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 37 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 38 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 38 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 38 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 39 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 39 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 39 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 40 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 40 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 40 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 41 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 41 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 41 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 42 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 42 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 42 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 43 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 43 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 43 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 44 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 44 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 44 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 45 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 45 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 45 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 46 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 46 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 46 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 47 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 47 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 47 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 48 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 48 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 48 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 49 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 49 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 49 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 50 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 50 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 50 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 51 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 51 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 51 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 52 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 52 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 52 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 53 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 53 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 53 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 54 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 54 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 54 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 55 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 55 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 55 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 56 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 56 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 56 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 57 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 57 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 57 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 58 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 58 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 58 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 59 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 59 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 59 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 60 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 60 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 60 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 61 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 61 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 61 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 62 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 62 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 62 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 63 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 63 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 63 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 64 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 64 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 64 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 65 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 65 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 65 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 66 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 66 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 66 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 67 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 67 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 67 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 68 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 68 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 68 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 69 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 69 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 69 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 70 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 70 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 70 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 71 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 71 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 71 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 72 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 72 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 72 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 73 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 73 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 73 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 74 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 74 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 74 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 75 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 75 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 75 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 76 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 76 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 76 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 77 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 77 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 77 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 78 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 78 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 78 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 79 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 79 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 79 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 80 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 80 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 80 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 81 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 81 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 81 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 82 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 82 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 82 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 83 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 83 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 83 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 84 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 84 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 84 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 85 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 85 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 85 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 86 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 86 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 86 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 87 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 87 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 87 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 88 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 88 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 88 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 89 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 89 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 89 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 90 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 90 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 90 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 91 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 91 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 91 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 92 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 92 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 92 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 93 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 93 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 93 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 94 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 94 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 94 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 95 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 95 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 95 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 96 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 96 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 96 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 97 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 97 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 97 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 98 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 98 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 98 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 99 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 99 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 99 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 100 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 100 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 100 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 101 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 101 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 101 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 102 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 102 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 102 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 103 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 103 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 103 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 104 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 104 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 104 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 105 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 105 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 105 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 106 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 106 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 106 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 107 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 107 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 107 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 108 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 108 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 108 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 109 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 109 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 109 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 110 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 110 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 110 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 111 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 111 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 111 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 112 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 112 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 112 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 113 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 113 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 113 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 114 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 114 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 114 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 115 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 115 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 115 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 116 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 116 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 116 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 117 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 117 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 117 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 118 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 118 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 118 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 119 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 119 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 119 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 120 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 120 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 120 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 121 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 121 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 121 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 122 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 122 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 122 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 123 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 123 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 123 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 124 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 124 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 124 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 125 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 125 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 125 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 126 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 126 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 126 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 127 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 127 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 127 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 128 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 128 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 128 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 129 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 129 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 129 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 130 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 130 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 130 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 131 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 131 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 131 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 132 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 132 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 132 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 133 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 133 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 133 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 134 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 134 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 134 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 135 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 135 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 135 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 136 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 136 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 136 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 137 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 137 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 137 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 138 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 138 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 138 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 139 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 139 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 139 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 140 h. 15. Musée de la ville de Paris. — 140 h. 30. Musée de la ville de Paris. — 140 h. 45. Musée de la ville de Paris. — 141 h. 15. Musée de la ville de Paris. —

et revenait à sa première position où l'entraînait un autre exercice. L'exercice durait chaque fois une heure.

Le plus redouté de tous était « la manivelle », un tambour plein d'eau que l'on se faisait tourner avec une manivelle. Cet exercice était ordinairement réservé, comme punition spéciale, aux hommes qui ne s'étaient pas suffisamment privés de défense, le corps abîmé, les nerfs malades et la volonté si affaiblie qu'ils n'étaient plus en état de commettre d'autres crimes.

Comme Pierre n'avait pas encore jugé, il ne pouvait subir le moulin, le boulet, ni la manivelle, mais il était obligé d'observer la discipline en vigueur à la prison. S'il enfreignait la règle du silence, il était puni. Il pouvait être puni par un temps de manivelle. On peut donc supposer que les gardes l'ont souvent accusé d'infraction, et qu'on se fâçonnait de l'assouplir.

Le 19 décembre, après quatre semaines passées au Stoei, Pierre fut amené dans la cour, puis dans le bureau de Hanratty. Hanratty avait dit à Sharp : « Maintenant, nous allons avoir un interrogatoire. Tu es le seul. Le second interrogatoire fut aussi bref que le premier :

— Où est Barlow ?
— Au sud sans pas.
— Où est Myriam ?
— Je ne sais pas.
— Où est l'argente ?
— Au sud sans pas.

Mr. Hanratty, le visage rouge, les veines du front saillantes, rouvra Pierre d'un autre volume de rage. En s'en allant, Pierre se dit que c'était à Mr. Hanratty un bon Noël.

« Le colot de cet homme, raconte plus tard Mr. Hanratty, dépassait toute imagination, »

(A suivre.)

(Copyright Fayard, « Le Monde ».)

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

UN INSPECTEUR DES IMPÔTS
DEVANT LA COMMISSION DE DISCIPLINE

Franchise fiscale...

PIEM (masquant) : « C'est bien la première fois que j'accepte avec plaisir des amendes d'un inspecteur des contributions ».

JACQUES BLACHE. — Au niveau des inspecteurs des impôts, nous sommes chargés d'appliquer les textes qui sont votés par nos députés. Une amende ?

PIEM. — Oui, merci. Mon député peut obtenir des arrangements fiscaux ?

Ce grave dialogue est extrait, on l'a deviné, d'une édition du « Petit Rapporteur », diffusée le 7 mars dernier. La séquence doit être visionnée jeudi 12 août, à 10 h 30, à la Société française de production, à Paris, par l'association nationale de discipline du ministère de l'économie et des finances, convoquée spécialement à cet effet en cette période de l'année, sur les instances de M. Jean-Pierre Fourcade.

On est pris de ne pas pousser de rire, ni pendant la diffusion de cette bande télévisée ni pendant l'audition du coupable, prévue le même jour, à 14 h 30, Rue de Rivoli. L'audition porte contre M. Jacques Blache, trente et un ans, inspecteur des impôts à Provins (Seine-et-Marne), est en effet extrêmement sérieuse. Ses pairs lui reprochent verbalement d'avoir manqué à l'obligation de réserve des fonctionnaires en faisant au collaborateur de Jacques Martin de terribles révélations sur l'administration (avec un grand A, naturellement).

Toute la France ignorait que le fonctionnaire en général et l'inspecteur des impôts en particulier était « entré dans les papiers ». M. Jacques Blache a osé dire cela à la télévision à la veille même de sa comparution devant la commission nationale de discipline. Il en rajoute : « Dans mon domaine, dit-il, il me faut tenir compte d'un million d'imprimés différents. » Plus : il a l'audace de nous faire visiter les locaux du « chiffre d'affaires » et de l'enregistrement, situés 13, rue du Moulin-de-la-Ruelle, à Provins. C'est d'une vétusté indéniable. Perfidie, il glisse : « Est-ce moi qui donne une mauvaise image de l'administration ? »

Pour illustrer l'insuffisance des effectifs, M. Jacques Blache avait dit à Piem : « Si on voulait recevoir tous nos contribuables une fois par an, on pourrait les voir une minute, une minute vingt secondes. » Quant au contrôle fiscal : « Sur mon secteur, je pourrais faire, admettons, un contrôle tous les soixante-quinze ans. » La « traite » a aussi défilé que l'ordinateur continuait parfois à « écrire aux morts », mais il a surtout déclaré, comble du scandale : « On ne pourra arriver au bout de la fraude qu'en simplifiant les textes. Qui est-ce qui voit les textes en ce moment ? Ce n'est

pas l'opposition, c'est la majorité ». « Propos polémiques », s'est-on récrié Rue de Rivoli.

La commission nationale de discipline évoquera-t-elle la passé du bouillant inspecteur des impôts ? Il le faudrait. M. Jacques Blache est, en effet, un dangereux révolutionnaire : issu d'une famille qui a milité dans la Résistance, il se proclame gaulliste de gauche et précise : « Mes idées politiques et économiques sont proches de celle du parti communiste. »

Président de l'U.J.P. (Jeunes gaullistes) de Seine-et-Marne 1969-1970, chargé de mission au cabinet de M. Jean Royer de 1970 à 1974 — il se désolidarise du maire de Tours lorsque ce dernier appelle à voter pour M. Giscard d'Estaing au deuxième tour de l'élection présidentielle, — élu conseiller municipal (action locale) de Vimpelles (Seine-et-Marne) en 1971, secrétaire général de l'Association nationale des jeunes élus locaux de 1972 à 1974, il quitte son association au moment de l'élection présidentielle parce qu'il l'estime « noyauté par les jeunes giscardiens ».

M. Jacques Blache, dont on ne finit plus d'énumérer les activités, entend se présenter au deuxième tour des cantonales en mars dernier. Il est aussitôt convoqué par le préfet de Seine-et-Marne, M. Jacques Solier, qui le « persuade » de ne pas faire acte de candidature (le Monde du 12 mars), car il risque de provoquer l'échec de M. Etienne Platte, député, ancien suppléant de M. Alain Peyroutte, candidat de la majorité. Les fougueux jeunes hommes s'insolent finalement, mais sa campagne a été telle que M. Etienne Platte est battu. « Mes ennemis ont commencé quinze jours après ces élections, affirme-t-il. Jusqu'à, personne ne m'avait reproché mon passage au « Petit Rapporteur. »

Pour avoir aussi confié à Piem qu'il était un peu « le confesseur des porte-feuilles », le jeune inspecteur des impôts risque tout simplement d'être muté. Sérieux cette fois, il assure, catégorique : « Je ne quitterai pas ma région. Mon grand-père a été maire de Vimpelles pendant plusieurs décennies. Ma vie est ici. » A le voir discuter jovialement avec les habitants de son village, à l'entendre parler de son métier, M. Jacques Blache, n'apparaît pas, c'est vrai, comme un fonctionnaire froissé et incertain. C'est ce qui avait évidemment plu à l'équipe de Jacques Martin et aux téléspectateurs.

Tous les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., syndicat unitaire) soutiennent l'inspecteur des impôts provinciaux et parlent, surtout après la récente circulaire de M. Jacques Chirac sur l'obligation de réserve, de « chasses aux sorcières dans la fonction publique ». Un bon moyen d'exorcisme : il faut brûler l'œuvre de Courteline.

MICHEL CASTAING.

LES PRIX DE DÉTAIL EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE seraient baissés en juillet par rapport à juin. La

hausse en un an n'aurait plus été que de 4 % environ (contre 4,5 % en juin 1976 par rapport à juin 1975).

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHÈRESSE

Manifestation d'agriculteurs en Haute-Vienne

Répondant à l'appel de la F.D.S.E.A. de nombreux agriculteurs ont manifesté, le 10 août en Haute-Vienne, pour réclamer des mesures immédiates pour sauver le cheptel bovin et ovin.

Les agriculteurs se sont réunis à 9 h 30 devant les mairies de toutes les communes, et vers 11 heures, dans tous les chefs-lieux de canton. Des délégations se sont ensuite rendues dans les deux sous-préfectures de Rochefort et de Bellac, ainsi qu'à la préfecture de Limoges.

Les exploitants demandent le versement immédiat d'un acompte à valoir sur les aides qui seront attribuées et une prime de 700 F par U.G.B. (unité de gros bovins). Ils réclament également une allocation d'aide au transport de fourrage, ainsi que l'annulation ou la prise en charge par l'État de la récession de 20 % du prix des aliments du bétail.

Les participants à ces manifestations ont été invités à se joindre au rassemblement prévu le 18 août à Angoulême à l'initiative

du comité de Guéret, qui avait apporté son soutien à cette journée d'action. (Corresp.)

LES DÉPARTEMENTS DES HAUTES-ALPES ET DE LA MAYENNE-ET-LOIRE ont été déclarés sinistrés le 10 août, de même que l'ouest du département de l'Hérault.

LE PRÉFET DU CANTAL a interdit, par arrêté, la pêche aux écrevisses dans le département, en raison de la baisse du niveau des cours d'eau.

LE MANQUE D'EAU COMMENCE À SE FAIRE SENTIR DANS PLUSIEURS COMMUNES DE LA CORREZE. — Dans certaines localités, des coupures d'alimentation ont été décidées, de 19 heures à 6 heures du matin, et des rationnements sont entrés en vigueur.

En Haute-Corrèze, plusieurs hameaux sont privés d'eau depuis quelques jours. Les habitants sont obligés d'attendre chaque jour l'arrivée des camions, qui les ravitaillent par camions-citernes.

ÉNERGIE

LES ÉTATS-UNIS ONT ÉTÉ LES PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DE LA CROISSANCE DES IMPORTATIONS DES PAYS DE L'OPEP.

Les balances des paiements des pays producteurs de pétrole membres de l'OPEP devraient enregistrer cette année un excédent (sur la base des comptes courants) de 44,7 milliards de dollars, contre 21 milliards en 1975, 72,3 milliards en 1974, estime le département américain du Trésor (1).

Les revenus pétroliers des treize États membres de l'OPEP augmentent en 1976, et dépassent ceux de 1975 de 14 % et leurs importations totales (en valeur) d'environ 16,5 %. Sur un total prévu de 87 milliards de dollars d'importations des pays de l'OPEP, l'Irak, à lui seul, achèterait pour 16 milliards de dollars de produits étrangers et l'Arabie Saoudite pour 8,1 milliards.

L'étude du Trésor américain précise que, pour les années 1974 et 1975, les États-Unis ont été les principaux bénéficiaires de la croissance des importations des pays de l'OPEP. Toutefois, la balance devrait être déficitaire de 2 à 3 milliards de dollars cette année, en raison d'une nette progression des importations de pétrole aux États-Unis. — (A.F.P.)

(1) Selon le Fonds monétaire international, le prêt trimestriel, les pays de l'OPEP avaient enregistré un déficit de 0,2 milliard de D.T.S. pour leurs balances des paiements (« Le Monde » du 4 août).

L'AIDE DE L'OPEP AUX PAYS PAUVRES. — Le conseil des gouverneurs du « fonds spécial » des pays exportateurs de pétrole, réuni à Vienne, le 9 août, a décidé de verser 800 millions de dollars de « fonds », 400 millions seront versés directement à des pays pauvres, sous forme de crédits à long terme (vingt à vingt-cinq ans), sans intérêts, à l'exception des frais administratifs (le Monde des 9-10 août). L'aide devrait doubler avant la fin de l'année. Pour commencer, 200 millions de dollars seront alloués aux pays dont

LA PLUPART DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES ONT MAINTENANT ACCEPTÉ LES NOUVEAUX CONTRATS IMPOSÉS PAR L'INDONÉSIE

Les compagnies pétrolières Total (France) et Japex (Japon) viennent de signer les nouveaux contrats de production imposés par le gouvernement indonésien pour accroître ses revenus pétroliers. Total et Japex sont associés pour l'exploitation du pétrole à Kalimantan (ancien Bornéo).

Trois autres compagnies américaines Union Oil, Arco, et I.L.A.P.C.O. avaient déjà cédé à l'ultimatum dont le président Suharto avait fixé au 31 juillet la date limite. Seule la compagnie Petromex, la dernière du groupe des six principales compagnies étrangères opérant en Indonésie, dans le cadre des contrats dits de « Production-Sharing » (1/3 de la production totale) n'a pas signé le nouvel accord, et demande un délai supplémentaire.

Le nouveau contrat prévoit que la part de l'Indonésie sera portée à 85 %. En outre, les compagnies étrangères devront payer une taxe de 2,5 dollars par baril de brut vendu à partir du 15 août avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier dernier.

L'exportation de la production pétrolière en Indonésie est toujours régie par les anciens contrats négociés avant 1966 (« Contrats de Work » avec Caltex et Stanvac, qui eux deux ont accepté les nouveaux contrats le 18-19 et 20 mai 1976).

Les balances des paiements sont déficitaires, avec priorité pour ceux dont la situation est la plus précaire. — (A.F.P. Reuter.)

Pour louer une voiture en Espagne, réservez chez europcar 645.21.25

AFFAIRES

La C.G.T. et le P.C. protestent contre la menace de fermeture d'Artelec (ex-Grandin)

L'annonce de la décision du conseil de surveillance de la société de radiotélévision Artelec (ex-Grandin) d'autoriser le président du directoire à déposer le bilan de l'entreprise (« Le Monde » du 11 août) a suscité après les protestations de la fédération de la métallurgie C.G.C. celles de différentes organisations de la C.G.T. et du P.C.F. de Montrouil (Seine-Saint-Denis).

La C.G.T. qui avait signé en octobre 1975 un protocole d'accord mettant fin à huit mois d'occupation de l'usine Grandin et permettant la relance de l'entreprise, déclare par un communiqué de l'union départementale et de l'union des syndicats de la métallurgie de la Seine-Saint-Denis :

« Les travailleurs de l'entreprise Artelec (ex-Grandin), qui ont eu à mater pendant dix mois une lutte magnifique, ne laisseront pas une nouvelle fois mettre en cause leur droit à l'emploi et leur droit de travail. »

Le P.C.F. et l'U.S.T.M. C.G.T. de la Seine-Saint-Denis exigent l'annulation immédiate de la décision prise par la direction Artelec et la réunion du comité d'entreprise dès la rentrée de septembre.

La fédération C.G.T. des métaux proteste contre « la manière dont a été annoncé le dépôt de bilan de la société Artelec (ex-Grandin) (...). Une fois de plus, les principaux intéressés, c'est-à-dire les travailleurs, ont été comptés comme quantité négligeable, puisque cette décision intervient sans information préalable du comité d'entreprise et pendant la fermeture de l'entreprise pour les congés annuels. »

Après Lip, après les atomolismes du pouvoir chez Griffet, la menace sur Artelec n'est-elle pas la nouvelle étape d'une pitoyable

tentative gouvernementale de dé-moralisation tendant à démotiver les victimes de la crise du capitalisme que la lutte est inutile ? demande-t-elle. « Si en est ainsi, le gouvernement se prépare bien des déshérences », conclut la fédération C.G.T.

Enfin, le comité de ville du parti communiste de Montrouil dénonce « le pouvoir [qui] tente de priver nos travailleurs, nos Français, que l'assécherait le chômage sont les seules solutions à la crise. »

LA BRITISH SUGAR CORPORATION (B.S.C.) s'est engagée envers la Fédération des fermiers britanniques (National Farmers Union) à leur acheter l'an prochain leurs betteraves au prix de base uniforme de 20 livres par tonne — contre 18 livres — pour une teneur en sucre de 16 %, jusqu'à concurrence de 9 millions de tonnes.

En outre, la B.S.C. (qui raffine la totalité du sucre de betteraves en Grande-Bretagne) est prête à conclure d'avance avec les cultivateurs des contrats d'achat portant sur un total sur une superficie cultivée de 230 000 hectares au lieu des 206 000 de l'année courante. — (A.F.P.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

| | Dollars | Deutsche marks | Francs suisses |
|-----------|---------|----------------|----------------|
| 12 heures | 4 7/8 | 5 7/8 | 3 3/4 |
| 1 mois | 4 7/8 | 5 7/8 | 3 3/4 |
| 3 mois | 5 1/2 | 6 | 4 1/4 |
| 6 mois | 5 7/8 | 6 3/8 | 4 5/8 |

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV DES CAISSES D'ÉPARGNE gérées par la caisse des dépôts et consignations

| LEUR PORTEFOLIO | EN FRANCE |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| 29,85 % Obligations françaises (dont 7,46 convertibles) | Obligations françaises 55,12 % (dont 1,81 convertibles) |
| 5,58 % Obligations étrangères (dont 0,12 convertibles) | Obligations étrangères 6,13 % |
| 51,00 % Actions françaises | Actions françaises 1,80 % |
| 20,27 % Actions étrangères | Liquidités et autres éléments d'actif 2,98 % |
| 0,27 % Liquidités et autres éléments d'actif | |

Situation au 30 juin 1976
F 1 180 354 842 — ACTIF NET — F 1 180 354 842
6 984 480 — NOMBRE D'ACTIONNAIRES EN CIRCULATION — 7 727 512
F 185,68 — VALEUR LIQUIDATIVE — F 238,50
F 9,44 + 1,75 — DIVIDENDE NET + AVOIR — F 18,02 + 1,84

Vendre en Arabie

Si vous désirez vendre vos produits ou vos services en Arabie, vous profiterez d'une assistance spécialisée.

Voici ce que nous vous offrons :

Notre centre d'affaires à Dubaï fournit des représentants de sociétés en visite ici tout ce dont ils pourraient avoir besoin : visas et réservations d'hôtel, itinéraire de visites organisées à l'avance ou analyse de marché, services d'un traducteur ou d'une secrétaire de confiance, adresse temporaire avec des lignes télex 24 heures, formation et enregistrement de sociétés ou de succursales — et bien plus !

Préparez donc votre prochaine visite au Moyen-Orient avec nous. Demandez notre brochure d'information.

GULF BUSINESS SERVICES
P.O. 5535 - Dubaï
Emirates Arabes Unies
Tél. 5777 gbs db

COMMONWEALTH OF THE BAHAMAS

IN THE SUPREME COURT
Bailiff's Office
No. 378

IN THE MATTER OF BAHAMAS COMMONWEALTH BANK LIMITED (IN LIQUIDATION) AND

IN THE MATTER OF THE COMPANIES ACT (CHAPTER 184)

NOTICE

Creditors of the above-named Company are required on or before September 21, 1976, for the purpose of proving their debts or claims and of establishing such title if any as they may have to priority under Section 159 of The Companies Act (C.B. 1961), to deliver or send through the post their names and addresses and the particulars of their debts or claims (in a form, copies of which may be obtained from the Official Liquidator of the said Company) to the Office of the Official Liquidator, at the Office of the Bank, Nassau, Bahamas. Failure of any creditor to send or deliver such particulars by way of proof in the appropriate form to the Official Liquidators on or before September 21, 1976, will result in such creditor being excluded from any distribution made before such date is proved or, as the case may be, from objecting to such distribution.

R.C. Kemp D.A. Jones
Official Liquidators

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN
Bureau National d'Études Économiques et Techniques (ECOTEC)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le BUREAU NATIONAL D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET TECHNIQUES (ECOTEC) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel de travaux publics divers en deux lots :

LOT n° 1 : Matériel de Terrassement

LOT n° 2 : Matériel de Manutention-Lavage

Les soumissionnaires éventuels sont invités à retirer le cahier des charges définissant les caractéristiques du matériel et les conditions générales d'achat à partir du 2 août 1976 à l'ECOTEC, 6, bd Colonel-Bougara, ALGER - Direction des Travaux - B.P. n° 33 - Tél. 60-25-80 à 83 - Télex n° 52737 contre paiement de la somme de 100 D.A.

Les offres doivent parvenir sous pli recommandé avec la mention : « APPEL D'OFFRES n° 101/76 - Lot n° » à ne pas ouvrir à l'ECOTEC : Direction des Travaux, avant le 20 septembre 1976, délai de rigueur ; le cachet de la poste faisant foi.

AVIS D'ADJUDICATION N° 01/76/OCIBU

Le Directeur de l'OCIBU, « Office des Cultures Industrielles du Burundi », porte à la connaissance du public intéressé qu'un cahier des charges relatif à l'acquisition de 1.700 (mille sept cents) poudres pour traitement phytosanitaire du caféier, plus 20 % « od volens » en pièces de rechange avec possibilité d'élever la commande de 1.700 à 2.000 pièces, vient d'être lancé et porte le numéro 01/76/OCIBU.

Les soumissions seront ouvertes publiquement, le mardi 7 septembre 1976, à 15 heures (heure locale), au bureau de l'OCIBU, boulevard du Port, à BUJUMBURA.

La commande sera passée à l'adjudicataire le 15 septembre 1976 et la livraison de la totalité de la marchandise est fixée au 15 janvier 1977.

Les caractéristiques techniques de ces poudres sont contenues dans le cahier des charges même.

Les personnes intéressées par ce marché peuvent, dès à présent, obtenir ce document au bureau de l'OCIBU, contre paiement de la somme de MILLE (1.000) FRANCS burundais, ou CINQ CENTS (500) FRANCS belges, ou moyennant versement préalable de cette somme aux comptes :

— 1129/1, auprès de la Banque de la République du Burundi, à BUJUMBURA ;
— 310.1736711.12, auprès de la Banque Bruxelles-Lambert, Département « BAI », 24, avenue Marnix - 1050 BRUXELLES (BELGIQUE).

Ce cahier des charges peut également être consulté :
— à la Chambre de Commerce et d'Industrie à BUJUMBURA,
— à l'Office des Cultures Industrielles du Burundi à BUJUMBURA.

OFFICE DES CULTURES INDUSTRIELLES
DU BURUNDI
Pascal KABURA DIRECTEUR

هنا ان الأمل

هنا من الأخبار

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 10 AOUT

Inertie

«Alors, creux, désert...» : c'est toujours la même refrain. Ce mardi, plus encore que les jours précédents, le marché a montré une qualification. Faute d'affaires, les cotations ont été expédiées au plus de charge. Quant aux variations de cours, de jour en jour moins nombreuses, elles se sont réduites à leur plus simple expression, plus des deux tiers des valeurs inscrites à terme se bornant à reproduire leurs cours de la veille.

A peine une vingtaine de hausses ont été dénombrées parmi les valeurs cotées. Les Compagnies des Entrepreneurs, Priel, Schneider, Printemps, et U.T.A. méritent d'être citées.

De même, parmi les quelques titres en repli, seuls Alstom, la Hénin, Ferodo, D.B.A., Dollfus et surtout Poliet, en forte baisse la veille, ont perdu 2 % ou plus.

Bref, le marché a continué de stagner. Selon les professionnels, les rares ordres encore défilés dans les carnets émanent de quelques banques ou compagnies d'assurances. Pour sa part, la clientèle particulière brûle toujours pour son obsolescence. Dans ces conditions, les gérants de portefeuilles (courtiers, remisiers) hésitent à procéder aux ajustements qui s'avèrent pourtant nécessaires, en s'appuyant sur les cotations du moment.

Aux valeurs étrangères, les mines d'or ont retrouvé quelques vigueurs. Les américaines restent régulières. Les allemandes et les pétroles internationaux ont été à peine résistants.

Sur le marché de l'or, où le volume des transactions s'est élevé à 6,94 millions de francs contre 5,88 millions, le lingot a gagné 210 francs à 18 710 francs et le napoéon 0,30 franc à 228,20 F.

INDICES QUOTIDIENS

| | |
|----------------------------------------------------|-----------|
| INDICE Base 100 31 déc. 1973. | |
| 9 août 10 août | |
| Valeurs françaises | 89,6 89,6 |
| Valeurs étrangères | 105 105,9 |
| C. DES AGENTS DE CHANGES (Base 100 à 29 déc. 1961) | |
| Indice général | 70,2 70,1 |

LONDRES

Bien orienté

Encouragé par la hausse de Wall Street et l'augmentation des avances bancaires aux entreprises, le marché anglais a montré une certaine confiance. Les cotations ont été expédiées au plus de charge. Quant aux variations de cours, de jour en jour moins nombreuses, elles se sont réduites à leur plus simple expression, plus des deux tiers des valeurs inscrites à terme se bornant à reproduire leurs cours de la veille.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CONSOLIDATED GOLDFIELDS. - La Consolidated Goldfields va céder les mines qu'elle possède dans les mines de platine du groupe Rustenburg (16,6 millions d'actions Waterbury Platinum, soit 43 % du capital) à ce groupe (Waterbury Platinum). L'achat sera financé par un emprunt de 200 millions de livres sterling. Le groupe Rustenburg va alors devenir une société publique. Les actions de la Consolidated Goldfields seront échangées contre des actions de Waterbury Platinum. Dans ces conditions, la Consolidated Goldfields est contrôlée par d'autres personnes. Sur la base du dernier cours de Waterbury Platinum (245 francs) la participation de la Consolidated Goldfields à 25,6 millions de livres sterling. Les actions de Waterbury Platinum que la Consolidated Goldfields possède, et qu'elle se propose de revendre, ne lui seront pas payées en numéraire, mais en valeurs sud-africaines, au nombre de cinquante pour cent de la participation de la Consolidated Goldfields à la vente du groupe.

NEW-YORK

Reprise technique

Après trois séances consécutives de baisse, Wall Street a enregistré mardi une vive reprise, qui a porté l'indice Dow Jones à 987,43 (+ 9,97 points). Semblable à l'ouverture, la progression des cours s'est poursuivie tout au long de la séance, s'accroissant même en début d'après-midi. Après l'échange de 16,6 millions de dollars contre 11,70 millions de livres, le nombre de transactions a porté très nettement sur celui des valeurs de prestige ont pris la tête du mouvement, enregistrant leur plus forte avance quotidienne depuis plus d'un mois.

Normale la caractéristique technique de cette reprise - nombre de titres délaissés redressés - apparaît dans le bas niveau de leur cours. Il semble que les investisseurs aient voulu attendre la publication des résultats de l'inflation, qui devait être confirmée jeudi lors de la publication des données concernant l'évolution des prix de gros au mois de juillet.

Indices Dow Jones : transports, 32,50 (+ 0,30) ; services publics, 22,50 (+ 0,30).

VALEURS

| VALEURS | COURS | DERNIER |
|----------------------|--------|---------|
| Alcan | 58 7/8 | 57 1/2 |
| Alcoa | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Alumina | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Chase Manhattan Bank | 29 1/8 | 29 1/2 |
| Chemical Bank | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Exxon | 53 1/2 | 53 1/2 |
| Gen. Elec. | 55 1/8 | 55 1/8 |
| General Motors | 32 3/4 | 32 3/4 |
| IBM | 22 3/8 | 22 3/8 |
| Johnson & Johnson | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Kaiser Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| McDonald | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Merck | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Schlumberger | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Texas | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Union Carbide | 43 3/4 | 43 3/4 |
| U.S. Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| W.R. Hambrecht | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Xerox | 51 1/8 | 51 1/8 |

VALEURS

| VALEURS | COURS | DERNIER |
|----------------------|--------|---------|
| Alcan | 58 7/8 | 57 1/2 |
| Alcoa | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Alumina | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Chase Manhattan Bank | 29 1/8 | 29 1/2 |
| Chemical Bank | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Exxon | 53 1/2 | 53 1/2 |
| Gen. Elec. | 55 1/8 | 55 1/8 |
| General Motors | 32 3/4 | 32 3/4 |
| IBM | 22 3/8 | 22 3/8 |
| Johnson & Johnson | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Kaiser Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| McDonald | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Merck | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Schlumberger | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Texas | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Union Carbide | 43 3/4 | 43 3/4 |
| U.S. Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| W.R. Hambrecht | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Xerox | 51 1/8 | 51 1/8 |

VALEURS

| VALEURS | COURS | DERNIER |
|----------------------|--------|---------|
| Alcan | 58 7/8 | 57 1/2 |
| Alcoa | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Alumina | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Chase Manhattan Bank | 29 1/8 | 29 1/2 |
| Chemical Bank | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Exxon | 53 1/2 | 53 1/2 |
| Gen. Elec. | 55 1/8 | 55 1/8 |
| General Motors | 32 3/4 | 32 3/4 |
| IBM | 22 3/8 | 22 3/8 |
| Johnson & Johnson | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Kaiser Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| McDonald | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Merck | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Schlumberger | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Texas | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Union Carbide | 43 3/4 | 43 3/4 |
| U.S. Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| W.R. Hambrecht | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Xerox | 51 1/8 | 51 1/8 |

VALEURS

| VALEURS | COURS | DERNIER |
|----------------------|--------|---------|
| Alcan | 58 7/8 | 57 1/2 |
| Alcoa | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Alumina | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Chase Manhattan Bank | 29 1/8 | 29 1/2 |
| Chemical Bank | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Exxon | 53 1/2 | 53 1/2 |
| Gen. Elec. | 55 1/8 | 55 1/8 |
| General Motors | 32 3/4 | 32 3/4 |
| IBM | 22 3/8 | 22 3/8 |
| Johnson & Johnson | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Kaiser Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| McDonald | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Merck | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Schlumberger | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Texas | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Union Carbide | 43 3/4 | 43 3/4 |
| U.S. Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| W.R. Hambrecht | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Xerox | 51 1/8 | 51 1/8 |

VALEURS

| VALEURS | COURS | DERNIER |
|----------------------|--------|---------|
| Alcan | 58 7/8 | 57 1/2 |
| Alcoa | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Alumina | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Chase Manhattan Bank | 29 1/8 | 29 1/2 |
| Chemical Bank | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Exxon | 53 1/2 | 53 1/2 |
| Gen. Elec. | 55 1/8 | 55 1/8 |
| General Motors | 32 3/4 | 32 3/4 |
| IBM | 22 3/8 | 22 3/8 |
| Johnson & Johnson | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Kaiser Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| McDonald | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Merck | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Schlumberger | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Texas | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Union Carbide | 43 3/4 | 43 3/4 |
| U.S. Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| W.R. Hambrecht | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Xerox | 51 1/8 | 51 1/8 |

BOURSE DE PARIS - 10 AOUT - COMPTANT

| VALEURS | COURS | DERNIER |
|----------------------|--------|---------|
| Alcan | 58 7/8 | 57 1/2 |
| Alcoa | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Alumina | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Chase Manhattan Bank | 29 1/8 | 29 1/2 |
| Chemical Bank | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Exxon | 53 1/2 | 53 1/2 |
| Gen. Elec. | 55 1/8 | 55 1/8 |
| General Motors | 32 3/4 | 32 3/4 |
| IBM | 22 3/8 | 22 3/8 |
| Johnson & Johnson | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Kaiser Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| McDonald | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Merck | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Schlumberger | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Texas | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Union Carbide | 43 3/4 | 43 3/4 |
| U.S. Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| W.R. Hambrecht | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Xerox | 51 1/8 | 51 1/8 |

MARCHÉ A TERME

| VALEURS | COURS | DERNIER |
|----------------------|--------|---------|
| Alcan | 58 7/8 | 57 1/2 |
| Alcoa | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Alumina | 47 1/8 | 46 1/8 |
| Chase Manhattan Bank | 29 1/8 | 29 1/2 |
| Chemical Bank | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Exxon | 53 1/2 | 53 1/2 |
| Gen. Elec. | 55 1/8 | 55 1/8 |
| General Motors | 32 3/4 | 32 3/4 |
| IBM | 22 3/8 | 22 3/8 |
| Johnson & Johnson | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Kaiser Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| McDonald | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Merck | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Schlumberger | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Texas | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Union Carbide | 43 3/4 | 43 3/4 |
| U.S. Steel | 51 1/8 | 51 1/8 |
| W.R. Hambrecht | 51 1/8 | 51 1/8 |
| Xerox | 51 1/8 | 51 1/8 |

Compte tenu de la brève du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans les dernières éditions, des erreurs peuvent survenir dans la cote. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de publier, après la cote, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Cette cotation, qui ne sera pas plus garantie que l'efficacité des cotes de l'après-midi.

| Compt. 1er cours | Précéd. clôture | Précéd. cours | Précéd. cours | Compt. 1er cours | Précéd. clôture | Précéd. cours | Précéd. cours | Compt. 1er cours | Précéd. clôture | Précéd. cours | Précéd. cours |
|------------------|-----------------|---------------|---------------|------------------|-----------------|---------------|---------------|------------------|-----------------|---------------|---------------|
| VALEURS | | | | VALEURS | | | | VALEURS | | | |
| 575 | 575 | 575 | 575 | 585 | 585 | 585 | 585 | 595 | 595 | 595 | 595 |
| 1410 | 1410 | 1410 | 1410 | 230 | 230 | 230 | 230 | 340 | 340 | 340 | 340 |
| 495 | 495 | 495 | 495 | 181 | 181 | 181 | 181 | 550 | 550 | 550 | 550 |
| Atrique Esp. | 357 | 357 | 357 | Cie des Eaux | 365 | 365 | 365 | 595 | 595 | 595 | 595 |
| Afr. Esp. | 357 | 357 | 357 | de l'Ind. S. F. | 57 | 57 | 57 | 57 | 57 | 57 | 57 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 | 176 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | Europ. Fr. | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| At. Esp. | 357 | 357 | 357 | | | | | | | | |

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMÉRIQUES
- 2-3. PROCHE-ORIENT
3. AFRIQUE
4. ASIE
5. DIPLOMATIE
6. EUROPE
7. POLITIQUE
8. DÉFENSE
9. MÉTÉO
10. SOCIÉTÉ

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 7 A 11

— EXPOSITIONS DU TOUR DU MONDE : Sculpture américaine à New-York ; Français en Amérique (1976) à Rennes ;

— DIVERS : Rencontres avec Momo Crampton ;

— FESTIVALS : Musiques de la Méditerranée aux centres Pompidou ;

13. JUSTICE
14. FAITS DIVERS
15. ÉQUIPEMENT
16. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (12)

— Annonces classées (14) : Aujourd'hui (12) ; Caravel (14) ; Journal officiel (12) ; Médiologie (12) ; Mots croisés (12) ; Soumis (17).

MORT DU PEINTRE ALLEMAND KARL SCHMIDT-ROTHLUFF

Le peintre allemand Karl Schmidt-Rothluff vient de mourir à Berlin-Ouest. Il était âgé de quatre-vingt-onze ans.

Karl Schmidt-Rothluff était le dernier survivant de la Brücke, le groupe de peintres qui avait fondé en 1905, à Dresde, le mouvement expressionniste allemand. Pendant ce temps, les peintres « fauves » agitaient en France leurs couleurs rutilantes qui entendaient libérer la peinture. En Allemagne, la « Brücke » (le pont) procédait à un autre mouvement expressionniste, la « Blaue Reiter » (le cavalier bleu), qui arrivait, lui, avec des accents magiques. Ce n'est qu'après la guerre qu'on a découvert l'importance de ce mouvement, dont Karl Schmidt-Rothluff fut l'un des pères avec Kirchner, Heckel et Dieckmann. Karl Schmidt-Rothluff, né à Rothluff, près de Chemnitz, en 1886, n'avait pas l'aura de Kirchner, dont la figure dominait le groupe. Mais, de tous, il était celui qui était le plus totalement et le plus naturellement « dégénéré ». Kirchner s'était suicidé à la suite des persécutions de Hitler, et Karl Schmidt-Rothluff fut interdit de peinture pendant le régime nazi et mis sous surveillance de la Gestapo. Après la guerre, quand on a redécouvert la nature libératrice de la peinture expressionniste, Karl Schmidt-Rothluff fut nommé professeur à l'Académie des beaux-arts de Berlin-Ouest.

Le numéro du « Monde » daté 11 août 1976 a été tiré à 485 892 exemplaires.

JEUNES

DU 1^{er} AU 15 SEPTEMBRE
Ne restez pas déçus
TOUT UN VILLAGE
VOUS ATTEND EN TUNISIE
Forfait tout compris : 1 295 F
Renseignements et inscription :
COMITÉ D'ACCUEIL
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS
Tél. 325.11.61 et 326.60.97

A B C D E F . H

LE PROJET DE BUDGET POUR 1977

Les investissements dans le secteur de l'équipement diminueront en volume (d'au moins 6 %)

Le projet de budget du ministère de l'équipement témoigne, comme tous les autres, à l'exception de ceux des P.T.T., des armées et des affaires sociales, de la volonté du gouvernement de présenter un budget en équilibre, et donc de réduire les dépenses.

Un cadre général a été fixé : les crédits d'investissement et de fonctionnement seront reconduits l'an prochain en francs courants. Seuls échappent à cette stricte austerité les traitements des fonctionnaires, qui pourront augmenter en 1977 de 11 à 12 % environ ; ils représentent à l'équipement environ trois milliards de francs sur un budget total de dix-huit milliards de francs. Pour le reste, la stagnation en francs courants signifie, bien sûr, une diminution en francs constants et donc une baisse des investissements en volume que l'on peut évaluer à 5 ou 6 %, compte tenu des prévisions officielles de hausse des prix, et peut-être même à 10 ou 15 % dans certains secteurs.

Le budget de l'équipement est d'autant plus sévèrement touché cette année que les secteurs du bâtiment et des travaux publics avaient été particulièrement favorisés par le plan de soutien de l'économie de septembre 1975 qui avait fourni une « rajoute » de plus de 2 milliards de francs pour les routes et les ports et de 580 millions de francs pour la construction et la rénovation de logements. Ces sommes qui ont été dépensées au début de 1976 devaient logiquement s'ajouter aux crédits votés l'an dernier : le recul serait donc encore plus accusé.

A l'intérieur de chaque secteur (routes, logements, ports, urbanisme), dotés grosso modo des mêmes crédits que dans le budget initial pour 1976 (non compris le plan de soutien), certains chapitres sont privilégiés, afin d'assurer les priorités de la politique gouvernementale.

ROUTES : sécurité d'abord

Les crédits routiers n'augmenteront pas en valeur : quelque 6 milliards de francs sont prévus, dont 1 milliard environ pour le fonctionnement et l'entretien du réseau. Au lieu de viser comme l'an dernier l'amélioration de 1 700 kilomètres de voies, on se contentera l'an prochain de 1 400 kilomètres environ. En volume, la baisse des investissements sera d'autant plus importante que les coûts risquent d'augmenter dans ce secteur plus vite que l'ensemble des prix : la hausse des matières premières et des salaires (qui représentent 40 % des coûts dans les travaux publics) laisse prévoir une augmentation plus proche de 15 % que de 10 %. Ce qui entraînera une diminution du même ordre des travaux.

Le seul chapitre bénéficiant d'une augmentation réelle des crédits sera celui de la sécurité routière et de l'exploitation. On estime, en effet, que des investissements en personnel et en matériels coûtent relativement peu cher dans ce secteur et permettent d'« économiser » de nouveaux aménagements routiers.

LOGEMENTS : priorité à l'ancien

Ce secteur avait été largement privilégié l'an dernier, puisque les crédits s'élevaient à plus de 7 milliards de francs pour 1976, ce qui représentait une progression de 18 % par rapport à l'année précédente. Le plan de soutien avait, de son côté, fourni 550 millions de francs supplémentaires, dont 200 millions pour la rénovation du parc H.L.M. Cette année, la reconduction des sommes inscrites au budget initial provoquera un net recul des mises en chantier : moins de cent mille H.L.M. locatives, par exemple, sont prévues, au lieu de cent quinze mille en 1975. La diminution sera d'autant plus forte que M. Galley souhaite faire porter l'effort public sur la réhabilitation du patrimoine ancien. L'objectif est de doubler, ou même de tripler, les interventions de l'Etat dans ce secteur, qui sont actuellement de trente mille par an environ. Cela nécessitera des crédits de l'ordre de 600 à 800 millions de francs.

PORTS ET VOIES NAVIGABLES : marée basse

Seules les grandes opérations, comme l'aménagement du canal

AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME : sans changement

Ce secteur bénéficiait, comme l'an dernier, d'environ 850 millions de francs, ce qui représente une diminution en volume d'environ 5 à 6 %, un peu moins importante que celle déjà constatée l'an dernier. Les priorités (villes nouvelles et villes moyennes) sont les mêmes. S'y ajoute la mise en œuvre de la réforme foncière qui ne devrait pas coûter trop cher.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

M. Guéna en appelle à l'unité de la majorité

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a lancé mercredi 11 août, l'appel suivant : « En tant que secrétaire général du mouvement le plus important de la majorité présidentielle et qui compte le plus grand nombre de députés de l'Assemblée nationale, je tiens à souligner l'importance capitale que revêt l'unité de notre majorité et à condamner toutes les manœuvres, d'où qu'elles viennent, qui seraient de nature à la mettre en cause. »

Cette majorité s'est définie devant les Français lors de la dernière élection présidentielle : si elle est unie, tous ceux qui veulent la rejoindre, il sera illusoire et dangereux d'imaginer qu'elle puisse changer de nature. « Nous nous sommes unis alors pour le bien du pays, et notre vocation est de soutenir à cette l'Union du président de la République et du premier ministre. »

« Seules notre cohésion et notre union nous permettront d'accomplir notre mission, c'est-à-dire :

- 1) De faire face aux difficultés et de garantir tous ceux qui se posent actuellement aux Français : retour au plein emploi, défense de notre monnaie, relance des investissements, poursuite de la politique de développement en faveur des agriculteurs touchés par la sécheresse, amélioration de la qualité de la vie ;
- 2) De préparer dans les meilleures conditions les prochaines échéances électorales dont l'en-

Chargé de mission par le gouvernement

M. CHALANDON
CESSE D'ÊTRE DÉPUTÉ

Le « Journal officiel » a publié mercredi 11 août un décret signé de M. Jacques Chirac qui confie la mission temporaire confiée par un décret du 11 février 1976 à M. Alain Chalandon, ancien ministre, député U.R.D. de la Seine-Saint-Denis, période de six mois qui permettrait à M. Chalandon de conserver conjointement son mandat parlementaire et d'être chargé de mission par le gouvernement. M. Yves Cornil, U.D.R., conseiller général du canton d'Asnières-Nord, adjoint au maire d'Asnières, pour représenter la deuxième circonscription des Hauts-de-Seine, jusqu'au renouvellement de l'actuelle législature.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, des questions relatives aux approvisionnements pétroliers de la France, a poursuivi sa mission jusqu'à une date qui n'a pas encore été fixée. C'est la seconde fois qu'un député chandonnais a été chargé de mission par le gouvernement. En effet, M. François Missoffe, député U.D.R. de Paris, ancien ministre, avait été remplacé le 26 juillet 1974 par son épouse, Mme Hélène Missoffe. Elle en a même temps que lui à cet effet.

En République Sud-Africaine

Pretoria étend à tout le territoire le régime de la détention préventive

Johannesburg (A.F.P., Reuter, U.P.). — Tandis qu'un calme précaire règne à Soweto et dans les autres cités noires de la région de Johannesburg, où les derniers incidents ont fait une dizaine de morts, M. Jimmy Kruger, ministre de la police et de la justice, a annoncé, le mardi 10 août, que les dispositions sur la détention préventive, contenues dans l'acte sur la sécurité intérieure, seront désormais étendues, en raison de l'agitation, à toute l'Afrique du Sud. Jusqu'à présent, ces dispositions, qui autorisent pour des raisons de sécurité intérieure la détention de simples suspects, avaient été appliquées au seul Transvaal.

D'autre part, le premier ministre, M. Vorster, a exprimé sa « déception » après le vote de la France et de la Grande-Bretagne contre Pretoria lors du dernier débat du Conseil de sécurité sur la plainte sudafricaine. Le premier ministre estime toutefois que, tout en condamnant l'« apartheid » et en demandant l'accession du Sud-Ouest africain (Namibie) à l'indépendance, la résolution adoptée par le Conseil de sécurité n'a rien de définitif. Il a ajouté que la France avait montré qu'elle ne se laissait pas « intimider » par les États « mécontents ». Il a ajouté que le régime d'apartheid, « le changement sans le risque », pouvait être appliqué à sa politique concernant l'Afrique australe.

Enfin, le gouvernement a décidé qu'un conseil exécutif composé de membres du gouvernement et de représentants des communautés métisses et indiennes serait mis en place le 24 septembre. La constitution de ce conseil, dont les membres ne disposeront d'aucun pouvoir législatif, a été annoncée à la suite d'une réunion entre M. Vorster et les chefs des communautés indiennes, métisses et indiennes, imitant les noirs, ne se livrant à des violences pour protester contre l'« apartheid ».

M. GEORGES MARCHAIS DANS LES BEAUX QUARTIERS

Depuis plusieurs mois, les dirigeants du parti communiste mènent une campagne de contacts directs avec les salariés en se rendant dans les usines, dans les entreprises privées, à la porte des usines, voire en effectuant des tournées en milieu rural.

Mardi 11 août, M. Georges Marchais entendait s'adresser entre 12 heures et 14 heures aux salariés du huitième arrondissement et leur avait donné rendez-vous pour se faire sur les Champs-Élysées, devant l'immeuble du « Figaro ».

Dix heures, d'importantes forces de police avaient pris position et interdirent tout rassemblement au rond-point de Champs-Élysées. M. Marchais et les militants communistes prévoyaient de tenir malgré tout leur réunion publique sur le parvis de l'Église Saint-Philippe-du-Roule. — T. P.

NOUVELLES BRÈVES

● Trois attentats à Porto-Vecchio. — Trois attentats ont été commis à Porto-Vecchio, en Corse, ce mercredi 11 août, à 3 heures du matin. Le premier a touché les locaux de la B.N.P. avec des dégâts matériels importants ; le deuxième, une pharmacie appartenant à M. Max Agabrie, ancien président du Lions Club local ; le troisième, les locaux d'une société d'aménagement au port de plaisance. Ces attentats n'ont pas été revendiqués.

● La fusillade de Trocadéro. — Une information judiciaire a été ouverte mardi 10 août, afin de déterminer les causes de la mort du gardien de la paix Dominique Larose, et de l'agent de la R.A.T.P. Claude Madigou, dimanche à la station Trocadéro. M. Hubert Finais, juge d'instruction, a été chargé du dossier. Le syndicat indépendant de la police nationale (Gardiens de la Paix), qui revendique treize mille adhérents, a fait savoir qu'il s'agissait avec vigueur contre le fait que le personnel armé de la R.A.T.P. soit en civil.

● De nombreuses installations du puits Anna, aux Mines de potasse d'Alsace (M.D.P.A.) à Wintzenheim, ont été saccagées par des inconnus dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 août. Les malfaiteurs ont emporté une dizaine de tonnes et une tonne de déchets de Milieu, de Théodore Rousseau et de Jules Dupré. L'œuvre la plus importante qui ait été enlevée est « Les Femmes appelant les sirènes », de Millet. Des documents concernant la vie de Millet et l'école de Barbizon ont également été volés. En 1964, une quarantaine de toiles de Millet, de Rousseau et de Courbet avaient été volées dans ce même musée. Elles n'ont jamais été retrouvées.

● Au cabinet de M. René Haby, ministre de l'Éducation nationale, M. Maurice Claudel, inspecteur d'académie, vient d'être nommé conseiller technique en remplacement de M. Pierre Vandevorde. Le conseil des ministres du 21 juillet avait nommé ce dernier directeur des personnels enseignants des lycées (Le Monde du 23 juillet).

● Au cabinet de Mme Alice Souper-Sel, secrétaire d'État aux universités, M. François Jullien, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), est nommé conseiller technique.

LE FRANC RESTE FAIBLE LE DOLLAR APPROCHE 4,99 F

Le franc français, qui avait fléchi mardi après le tirage redressant amorcé en début de semaine, est resté faible mercredi matin 11 août sur les marchés des changes. En fin de matinée, le dollar s'échangeait à Paris à 4,970/4,980 F (contre 4,980 F la veille), retrouvant le bas niveau touché le vendredi 6 août.

Le franc s'est également affaibli vis-à-vis des autres devises. C'est ainsi que le deutschemark se traitait mercredi à 1,9650 F (contre 1,96 F), le franc suisse à 1,9950 F (contre 1,9910 F) et la livre sterling à 8,2275 F (contre 8,2250 F).

Les transactions, qui restent relativement peu importantes, ont cependant tendance à augmenter depuis quarante-huit heures, signalent des cambistes, qui font également état d'une certaine nervosité du marché. L'approche du week-end n'est certainement pas étrangère à ce phénomène. En dépit des démentis opposés par les autorités allemandes — le dernier en date étant celui de M. Grunewald, porte-parole adjoint du gouvernement fédéral, qui a déclaré, mardi, sans fondement, toutes les spéculations concernant une éventuelle réévaluation du deutschemark, — les rumeurs évoquant une telle opération continuent de courir sur le marché.

Les manipulations monétaires ayant traditionnellement lieu durant le week-end, bien des opérateurs jugent bon de se couvrir à l'approche des fins de semaine. Il n'est pas douteux que ces incertitudes pèsent sur la tenue du franc, qui, dans l'état actuel du marché, apparaît comme la devise la plus fragile ou la plus menacée.

MADRID NOMME UN NOUVEL AMBASSADEUR A PARIS

Madrid (A.F.P.). — M. Francisco Javier Flores y Schanitz, marquis de Nerva, a été nommé au poste d'ambassadeur d'Espagne à Paris, a annoncé, le mardi 10 août, le gouvernement espagnol. Il remplacera M. José-Luis Lopez-Schumacher, ministre conseiller de l'ambassade d'Espagne en France depuis 1974, qui est nommé directeur général des organisations et conférences internationales au ministère des affaires étrangères.

M. Flores y Schanitz était ambassadeur en Belgique depuis 1972. Diplômé de carrière depuis 1943, il a été notamment chef de la mission permanente espagnole auprès de l'O.C.D.E. en 1970. C'est lui qui négocia l'indépendance de l'Agence internationale de l'énergie. Il est le 24 janvier 1970 dans la province basque de Guipuzcoa. M. Flores y Schanitz a été successivement en poste à Washington de 1964 à 1968 comme premier secrétaire, puis pour les affaires économiques à Stockholm de 1968 à 1973, puis à Bern de 1973 à 1975 et à Rabat de 1975 à 1976.

La « maladie des anciens combattants »

UNE PREMIÈRE ÉPIDÉMIE AURAIT FRAPPÉ UN CONGRÈS A PHILADELPHIE EN 1974

Philadelphie (A.F.P.). — Les experts poursuivent leurs recherches sur le mal mystérieux qui a frappé près de deux cents participants au congrès de l'American Legion qui a eu lieu dans la banlieue de Philadelphie, la fin du mois de juillet. Ils font maintenant le rapprochement entre cette épidémie, dont la cause reste toujours inconnue, et des faits assez voisins survenus en 1974, à la suite du congrès, réuni également à Philadelphie, d'une organisation d'anciens combattants, les Old Fellows. Une vingtaine de personnes avaient été frappées, et plusieurs étaient mortes du fait d'une maladie présentant des symptômes proches de ceux de la « maladie du légionnaire », et dont la cause était également restée inconnue. Pendant ce temps, c'est une véritable enquête policière que mènent à Philadelphie les experts, qui penchent maintenant vers l'hypothèse d'une origine toxique de la maladie. Ils orientent plus particulièrement leurs recherches vers : — La glace et les boissons consommées par les anciens combattants ; — Les chambres, salles de conférences, ascenseurs ; — La Broad Street, à Philadelphie, le long de laquelle les congressistes avaient défilé ; — La date du 22 juillet, enfin, jour où dix personnes qui se réunirent ce jour-là furent atteintes à Philadelphie et furent malades par la suite, se trouvaient en ville.

هناك ان الأهل